



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/22021
20 décembre 1990
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 19 DECEMBRE 1990, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LA PRESIDENTE DU COMITE DU CONSEIL DE SECURITE CREE
PAR LA RESOLUTION 661 (1990) CONCERNANT LA SITUATION ENTRE L'IRAQ
ET LE KOWEIT

Par sa résolution 669 (1990), adoptée à sa 2942e séance le 24 septembre 1990, le Conseil de sécurité a chargé le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït d'examiner les demandes d'assistance formulées au titre de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies et de lui faire des recommandations pour suite à donner appropriée. A sa 14e séance, le 27 septembre 1990, le Comité a décidé en principe de créer un groupe de travail à composition non limitée pour examiner les demandes d'assistance formulées au titre de l'Article 50 de la Charte et le conseiller quant à la suite à donner à ces demandes. A sa 16e séance, le 11 octobre 1990, le Comité a nommé Président du Groupe de travail M. Philippe Kirsch, Représentant permanent adjoint du Canada auprès de l'Organisation des Nations Unies et l'un des Vice-Présidents du Comité.

Le 17 décembre 1990, 18 Etats (à l'exclusion de la Jordanie (S/21620) dont le cas avait été examiné antérieurement), à savoir, le Bangladesh (S/21856), la Bulgarie (S/21576), l'Inde (S/21711), le Liban (S/21686), la Mauritanie (S/21818), le Pakistan (S/21776), les Philippines (S/21712), la Pologne (S/21808), la Roumanie (S/21643), les Seychelles (S/21891), Sri Lanka (S/21710), la Tchécoslovaquie (S/21750), la Tunisie (S/21649), l'Uruguay (S/21775), le Viet Nam (S/21821), le Yémen (S/21748), la Yougoslavie (S/21618) et le Soudan (S/21930) avaient, conformément à l'Article 50 de la Charte, demandé des consultations avec le Conseil de sécurité. Dans ces communications ou dans des communications ultérieures, ces Etats fournissaient des informations relatives aux difficultés économiques particulières qu'ils rencontraient du fait de l'application des mesures énoncées dans la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité. En outre, le Botswana (S/21872) avait exprimé l'intention de consulter le Conseil de sécurité à cet égard en temps voulu.

A sa 21e séance, le 12 décembre 1990, le Comité a adopté sans opposition, en tant que recommandations à présenter au Président du Conseil de sécurité, les projets de décision du Groupe de travail concernant la Bulgarie, la Tunisie, la Roumanie, l'Inde, la Yougoslavie, le Liban et les Philippines. Le texte de ces

recommandations est joint ci-après. Le Comité a par ailleurs décidé, à la demande d'un Etat qui avait présenté une demande d'assistance, de joindre à chacune des recommandations le texte du mémorandum de l'Etat concerné et toute documentation supplémentaire que celui-ci aurait fournie à l'appui de sa demande.

Les recommandations concernant les autres demandes, accompagnées de la documentation correspondante seront transmises au Conseil lorsqu'elles auront été approuvées par le Comité.

La Présidente du Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution
661 (1990) concernant la situation
entre l'Iraq et le Koweït

Marjatta RASI

ANNEXE I

Recommandation du Comité du Conseil de sécurité créé par la
résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq
et le Koweït relative à la Bulgarie

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant
la situation entre l'Iraq et le Koweït,

Ayant examiné les communications qui lui ont été adressées par la République
de Bulgarie en vertu de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, datée du
6 août 1990, dans laquelle le Conseil a décidé de prendre des sanctions en vertu du
Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ainsi que ses résolutions 660 (1990)
du 2 août 1990, 662 (1990) du 9 août 1990, 664 (1990) du 18 août 1990, 665 (1990)
du 25 août 1990, 666 (1990) du 13 septembre 1990, 667 (1990) du 16 septembre 1990,
669 (1990) du 24 septembre 1990, 670 (1990) du 25 septembre 1990 et 674 (1990) du
29 octobre 1990,

Rappelant aussi les dispositions des Articles 25, 49 et 50 de la Charte des
Nations Unies,

Notant les informations communiquées par la Bulgarie a/ ainsi que les
informations que lui a communiquées le 3 octobre 1990 M. Lyuben Gotzev, Ministre
des affaires étrangères de la Bulgarie, concernant les mesures prises par la
Bulgarie pour appliquer pleinement les sanctions définies dans la résolution
661 (1990) du Conseil et concernant les difficultés économiques particulières
auxquelles elle se heurte du fait de l'application de ces mesures,

Ayant entendu le représentant de la Bulgarie,

Préoccupé par les difficultés économiques particulières que connaît la
Bulgarie du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le
Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990) du Conseil, ces difficultés
apparaissant particulièrement graves au vu des indicateurs par habitant,

Considérant que l'application scrupuleuse et suivie de la résolution
661 (1990) par la Bulgarie, ainsi que d'autres Etats, facilitera l'adoption de
mesures visant à garantir le respect du paragraphe 2 de cette résolution et à
rétablir l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït,

1. Félicite le Gouvernement bulgare des mesures qu'il a prises pour
appliquer la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

a/ S/21477, S/21573, S/21576 et S/21741.

2. Considère qu'il faut d'urgence aider la Bulgarie à surmonter les difficultés économiques particulières qu'elle connaît du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990), en particulier les pertes dues à la non-livraison de pétrole iraquien à la Bulgarie;

3. Lance un appel urgent à tous les Etats pour qu'ils apportent immédiatement à la Bulgarie une assistance technique, financière et matérielle en vue d'atténuer les conséquences qu'a sur son économie le fait qu'elle applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

4. Invite les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies compétents, en particulier les institutions financières internationales et les banques régionales de développement, à revoir leurs programmes d'assistance à la Bulgarie afin d'atténuer les difficultés économiques auxquelles se heurte actuellement ce pays du fait qu'il applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

5. Prie le Secrétaire général de demander périodiquement aux Etats et aux organismes et institutions concernés des Nations Unies des informations sur les mesures qu'ils auront prises pour atténuer les difficultés économiques particulières de la Bulgarie, et de faire rapport à ce sujet au Conseil de sécurité.

APPENDICE I

Déclaration du Président de la Bulgarie, datée du 19 août 1990
et intitulée "Garanties mondiales visant à protéger l'intégrité
territoriale et la souveraineté" a/

[Original : anglais]

Ce sont des circonstances extrêmement graves qui m'obligent à m'adresser à vous ainsi qu'aux gouvernements des pays impliqués dans la crise du Golfe.

La République populaire de Bulgarie condamne résolument l'agression commise par l'Iraq au Koweït, qui est une violation flagrante du droit international et dénonce vigoureusement le recours à la force dans les relations internationales, les violations de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de tout Etat. Elle considère illégale, nulle et non avenue la déclaration d'annexion du Koweït. Elle exige le retrait immédiat et inconditionnel des troupes irakiennes du territoire koweïtien, le rétablissement de la souveraineté du Koweït et de son gouvernement légitime. Elle demande que tous les étrangers se trouvant sur les territoires irakien et koweïtien bénéficient d'un traitement humain, que leur vie ne soit pas mise en danger et que leur protection soit assurée, conformément aux normes du droit international généralement reconnues.

La position de principe de la Bulgarie a été exposée dans les déclarations pertinentes du Ministre bulgare des affaires étrangères. En tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies, la République populaire de Bulgarie est guidée dans ses actes par les nobles buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies. Elle appuie sans réserve la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU imposant des sanctions globales à l'Iraq. Elle estime que l'application stricte de cette résolution et d'autres résolutions du Conseil de sécurité - organe chargé du maintien de la paix internationale - est une condition absolument indispensable si l'on veut rehausser encore le prestige de l'organisation mondiale, ainsi que son rôle dans le règlement des conflits internationaux et une garantie du maintien efficace de la paix mondiale, surtout lorsque la sécurité de petits Etats est menacée.

Conformément à cette position de principe, le Gouvernement bulgare a publié, immédiatement après l'adoption de la résolution 661 (1990), un décret spécial en vertu duquel les nationaux et organismes bulgares ou étrangers sur le territoire bulgare sont tenus d'appliquer, dans leurs transactions et relations économiques avec des entrepreneurs irakiens et koweïtiens, les sanctions imposées par le Conseil de sécurité.

L'application de la résolution 661 (1990) cause de graves préjudices économiques à notre pays. A l'heure actuelle, la dette irakienne à l'égard de la Bulgarie, qui est de 1,2 milliard de dollars, est remboursée sous forme de livraisons de pétrole. L'Iraq ne devrait pas livrer plus de 140 000 tonnes de

a/ S/21573, annexe.

pétrole d'ici à la fin de l'année. Pour la seule année en cours, la Bulgarie subira des pertes supplémentaires du fait de la suspension des travaux d'ingénierie, de la non-livraison de marchandises et de l'interruption des transports internationaux à destination de l'Iraq et du Koweït, qui sont estimés à plus de 160 millions de dollars. La suspension des activités des organismes bulgares dans ces pays ainsi que la non-livraison de machines, de matériel, de moyens de transport et le gel des comptes bancaires alourdiront considérablement les pertes économiques subies par la Bulgarie.

Qui plus est, d'ici à la fin de l'année, l'Union des Républiques socialistes soviétiques devait livrer à la Bulgarie 2,5 millions de tonnes de pétrole en provenance d'Iraq aux termes d'un accord qui avait été conclu. Or, vu les circonstances, il est peu probable que l'URSS soit en mesure de fournir une même quantité de pétrole soviétique.

La situation est d'autant plus critique que ces circonstances coïncident avec une aggravation de la crise économique en Bulgarie, et avec un processus de réformes radicales, sur les plans économique et politique, engagé par l'Assemblée nationale, réformes qui devraient conduire le pays sur une nouvelle voie de progrès.

Nous avons amorcé le processus de privatisation des entreprises d'Etat. Il nous a fallu provisoirement en retarder le déroulement pour contrer des tendances mercantilistes car certains profiteurs, qui, jusque-là n'en avaient eu que l'usage, cherchaient à racheter les biens publics à des prix de bradage. La privatisation, accompagnée des garanties et mesures correctives qui s'imposent, sera poursuivie et, après avoir touché le commerce et les services, englobera inévitablement le secteur de la production. La loi sur la réforme agraire devrait être adoptée avant l'automne.

La dépolitisation totale des forces armées doit être menée à bien très prochainement, tout comme celle de la milice, de la magistrature, du parquet et du service diplomatique. De la sorte, ces institutions cesseront à tout jamais d'être subordonnées à un parti et deviendront véritablement des institutions publiques au service de la nation tout entière. Lors des tables rondes qui se sont récemment tenues, nous avons décidé de bannir du lieu de travail les organismes dépendant des partis politiques et, d'une manière générale, toute activité politique organisée. Bientôt, les membres des institutions susmentionnées n'auront plus le droit d'appartenir à un parti politique. Il s'agit là, à nos yeux, d'un grand pas en avant vers l'élimination des structures politiques totalitaires et d'un progrès considérable sur la voie de l'instauration d'une démocratie parlementaire en Bulgarie.

Cette conjonction de circonstances extérieures et intérieures place la Bulgarie dans une position extrêmement difficile, de sorte que je peux affirmer catégoriquement aujourd'hui que la Bulgarie, après le Koweït, victime de l'agression, est le pays le plus touché par la crise.

Les circonstances actuelles contraignent la Bulgarie à exercer le droit que lui confère l'Article 50 de la Charte des Nations Unies de "consulter le Conseil de sécurité" pour résoudre les difficultés économiques résultant de l'exécution des mesures obligatoires qu'il a prises contre l'Iraq.

Nous avons fait des démarches auprès du Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et de ceux des 12 Etats membres de la Communauté économique européenne et d'autres Etats intéressés pour les informer des pertes que nous sommes amenés à subir. Des démarches analogues ont également été faites auprès de l'Union soviétique.

Il est à espérer que l'Organisation des Nations Unies et chaque Etat individuellement feront preuve de compréhension face aux problèmes que les circonstances actuelles causent à l'économie bulgare, déjà en fort mauvaise posture.

En conclusion, permettez-moi de réaffirmer que, quelles que soient nos difficultés, notre position de principe demeure inchangée.

Nous espérons ne plus jamais voir un petit pays sans défense être victime d'une agression totale et telle que pour la première fois le monde entier se mobilise pour lui venir en aide et garantir son intégrité territoriale et sa souveraineté. Puisse cette tragique affaire ouvrir une ère nouvelle dans l'histoire des relations internationales.

APPENDICE II

Réponse du Gouvernement bulgare à la note verbale SCPC/7/90(1)
relative à l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil
de sécurité de l'ONU a/

[Original : anglais]

La République populaire de Bulgarie condamne résolument l'agression commise par l'Iraq au Koweït. Elle dénonce vigoureusement le recours à la force dans les relations internationales, les violations de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et de l'indépendance de tout Etat. Elle considère illégale, nulle et non avenue la déclaration d'annexion du Koweït. Elle exige le retrait immédiat et inconditionnel des troupes iraqiennes du territoire koweïtien, le rétablissement de la souveraineté du Koweït et de son gouvernement légitime. La position de principe du Gouvernement bulgare sur cette question a été exposée en détail dans les déclarations du Ministère bulgare des affaires étrangères des 3, 8 et 11 août 1990. Les deux premières de ces déclarations ont été distribuées comme document de l'Organisation des Nations Unies sous la cote S/21477.

En tant que Membre à part entière de l'Organisation des Nations Unies, la Bulgarie a toujours été guidée dans ses actes par les nobles buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et a appuyé activement les efforts faits par le Conseil de sécurité pour maintenir la paix et la sécurité internationales. La Bulgarie approuve donc sans réserve la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité de l'ONU imposant des sanctions globales à l'Iraq et appuie résolument les résolutions 660 (1990) et 662 (1999).

Nous estimons que l'application stricte des sanctions obligatoires adoptées par l'organe principal de l'organisation mondiale chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales est une condition absolument indispensable si l'on veut relever encore son prestige. Un tel engagement permettra de renforcer le rôle du Conseil de sécurité dans le règlement des conflits internationaux et de garantir le fonctionnement efficace du système de maintien de la paix internationale prévu dans la Charte des Nations Unies, surtout lorsque la sécurité de petits Etats est menacée.

Conformément à cette position de principe, le Gouvernement bulgare a donné instructions à ses ministères et aux entreprises bulgares d'observer strictement les décrets qu'il a publiés immédiatement après l'adoption de la résolution 661 (1990). Conformément aux obligations qui lui incombent en vertu de l'Article 25 de la Charte, le Gouvernement a publié le décret No 90 (annexe 1), en vertu duquel les nationaux et organismes bulgares ou étrangers se trouvant sur le territoire bulgare sont tenus d'appliquer, dans leurs transactions et relations économiques avec des entrepreneurs iraqiens et koweïtiens, les sanctions imposées par le Conseil de sécurité.

a/ S/21576, annexe.

L'application de la résolution 661 (1990) cause de graves préjudices économiques au pays. A l'heure actuelle, la dette iraquienne à l'égard de la Bulgarie, qui est de 1,2 milliard de dollars, est remboursée sous forme de livraisons de pétrole. L'Iraq devrait livrer 140 000 tonnes de pétrole d'ici à la fin de l'année. Qui plus est, l'Union des Républiques socialistes soviétiques devait livrer à la Bulgarie 2,5 millions de tonnes de pétrole en provenance d'Iraq aux termes d'un accord qui avait été conclu. Or, vu les circonstances, il est peu probable que l'URSS soit en mesure de fournir une même quantité de pétrole soviétique.

Pour l'année en cours, la Bulgarie subira des pertes supplémentaires qui sont estimées à plus de 140 millions de dollars du fait de la suspension des travaux d'ingénierie, de la livraison de marchandises à l'Iraq et de l'interruption des transports internationaux à destination de ce pays.

Le préjudice que la Bulgarie subira du fait de la suspension des échanges commerciaux avec le Koweït et des activités des organismes bulgares dans ce pays s'évalue à des dizaines de millions de dollars et concerne non seulement les importations et exportations directes avec le Koweït, mais encore les activités de ces organismes avec des pays tiers, notamment pour ce qui est des transports. L'application de la résolution du Conseil de sécurité suppose également la non-livraison de machines, de matériel et de moyens de transport et le gel des comptes bancaires.

Si l'on ne parvient pas à régler le conflit, les pertes seront bien plus importantes l'année prochaine et viendront aggraver encore la crise énergétique et financière que traverse la Bulgarie.

L'expérience limitée que l'on a de l'application de mesures obligatoires décidées par le Conseil de sécurité montre qu'il faut également prendre en compte les dispositions de l'Article 49 de la Charte des Nations Unies, en vertu desquelles, et conformément à l'interprétation communément admise des principes de droit international concernant la coopération entre Etats aux fins du maintien de la paix et de la sécurité internationales, les Membres des Nations Unies s'associent pour se prêter mutuellement assistance dans l'exécution des mesures arrêtées par le Conseil de sécurité de manière que le coût en soit partagé équitablement en fonction des moyens de chacun.

Les circonstances actuelles contraignent la Bulgarie à exercer le droit que lui confère l'Article 50 de la Charte des Nations Unies de "consulter le Conseil de sécurité" pour résoudre les difficultés économiques résultant de l'exécution des mesures obligatoires qu'il a prises contre l'Iraq.

Nous vous serions donc obligés, lorsque vous rendrez compte au Conseil de sécurité des progrès de l'application de la résolution 661 (1990), de bien vouloir appeler son attention sur les difficultés auxquelles se heurte la République populaire de Bulgarie du fait de sa participation à l'application des sanctions contre l'Iraq, ainsi que sur les possibilités, pour l'Organisation et ses Etats Membres, de lui prêter assistance.

La Bulgarie estime qu'on pourrait par exemple l'aider à trouver d'autres sources d'approvisionnement en pétrole et que le Conseil de sécurité, l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et vous-même pourriez lancer un appel aux institutions monétaires et financières internationales, aux institutions spécialisées des Nations Unies et à ses créanciers pour qu'ils allègent son fardeau et envisagent notamment un rééchelonnement de sa dette, ce pour quoi elle a pris les mesures nécessaires.

En conclusion, nous tenons à réaffirmer que la République populaire de Bulgarie est prête, quelles qu'en soient les conséquences économiques, à appliquer rigoureusement les dispositions de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité et à apporter son soutien actif à toutes les initiatives qu'il prend en vue de résoudre la crise dans le Golfe.

APPENDICE III

Mémoire sur les conséquences économiques, commerciales
et financières qu'ont pour la Bulgarie les restrictions
imposées concernant les relations économiques avec l'Iraq
et le Koweït a/

[Original : anglais]

La République populaire de Bulgarie a strictement respecté la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies depuis son adoption. Les décisions prises par les autorités bulgares ont été fondées sur une position de principe, en dépit du fait que le pays traverse une grave crise économique.

Les derniers chiffres officiels indiquent que les entreprises des secteurs public et privé auront subi d'ici la fin de l'année en cours des pertes directes d'un montant de 1,39 milliard de dollars. Ces pertes se répartissent comme suit :

1. 640 000 tonnes de pétrole qui constituent le remboursement d'une dette à l'égard de la Bulgarie et n'ont pas été livrées par l'Iraq;
2. 2,5 millions de tonnes de pétrole iraquien n'ont pas été livrées à l'Union soviétique, alors qu'elles faisaient l'objet d'un contrat avec la Bulgarie dans le cadre d'un accord de troc avec l'Union soviétique, ce volume représentant 30 % de la consommation pétrolière de la Bulgarie;
3. 618 millions de dollars de créances non recouvrées pour 1990;
4. 205 millions de dollars correspondant aux pertes dues à la réduction des exportations de biens et de services d'ingénierie et de transport non assurés par des organisations bulgares.

On estime que si la situation reste inchangée, les pertes seront du même ordre en 1991, sans compter les pertes dues aux contrats et marchés qui ne se sont pas matérialisés et les profits non réalisés.

a/ S/21741, annexe.

ANNEXE II

Recommandation du Comité du Conseil de sécurité créé par la
résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq
et le Koweït relative à la Tunisie

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït,

Ayant examiné les communications qui lui ont été adressées par la Tunisie en vertu de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, datée du 6 août 1990, dans laquelle le Conseil a décidé de prendre des sanctions en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ainsi que ses résolutions 660 (1990) du 2 août 1990, 662 (1990) du 9 août 1990, 664 (1990) du 18 août 1990, 665 (1990) du 25 août 1990, 666 (1990) du 13 septembre 1990, 667 (1990) du 16 septembre 1990, 669 (1990) du 24 septembre 1990, 670 (1990) du 25 septembre 1990 et 674 (1990) du 29 octobre 1990,

Rappelant aussi les dispositions des Articles 25, 49 et 50 de la Charte des Nations Unies,

Notant les informations communiquées par la Tunisie a/ concernant les mesures qu'elle a prises pour appliquer pleinement les sanctions définies dans la résolution 661 (1990) du Conseil, et les difficultés économiques particulières auxquelles elle se heurte du fait de l'application de ces mesures,

Ayant entendu le représentant de la Tunisie,

Préoccupé par les difficultés économiques particulières que connaît la Tunisie du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990) du Conseil, difficultés qui sont particulièrement aiguës en raison des pertes financières et commerciales qu'elle subit et du coût du rapatriement et de la réinstallation des travailleurs tunisiens revenant du Koweït,

Considérant que l'application scrupuleuse et suivie de la résolution 661 (1990) par la Tunisie, ainsi que d'autres Etats, facilitera l'adoption de mesures visant à garantir le respect du paragraphe 2 de cette résolution et à rétablir l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït,

1. Félicite le Gouvernement tunisien des mesures qu'il a prises pour appliquer la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

2. Considère qu'il faut d'urgence aider la Tunisie à surmonter les difficultés économiques particulières qu'elle connaît du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990), en particulier les pertes dues à la rupture de ses relations commerciales et financières avec l'Iraq et le Koweït ainsi que le coût du rapatriement et de la réinstallation des travailleurs tunisiens revenant du Koweït;

3. Lance un appel urgent à tous les Etats pour qu'ils apportent immédiatement à la Tunisie une assistance technique, financière et matérielle en vue d'atténuer les conséquences qu'a sur son économie le fait qu'elle applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

4. Invite les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies compétents, en particulier les institutions financières internationales et les banques régionales de développement, à revoir leurs programmes d'assistance à la Tunisie afin d'atténuer les difficultés économiques particulières auxquelles se heurte actuellement ce pays du fait qu'il applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

5. Prie le Secrétaire général de demander périodiquement aux Etats et aux organismes et institutions concernés des Nations Unies des informations sur les mesures qu'ils auront prises pour atténuer les difficultés économiques particulières de la Tunisie, et de faire rapport à ce sujet au Conseil de sécurité.

APPENDICE I

Lettre datée du 24 août 1990, adressée au Secrétaire général
par le Ministre tunisien des affaires étrangères a/

[Original : arabe]

En application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité en date du 6 août 1990, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

1. En tant qu'Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies et mue par son attachement constant à la légalité internationale, la République tunisienne se considère liée par les résolutions du Conseil de sécurité, y compris sa résolution relative à l'embargo économique mentionnée ci-dessus.

Le Gouvernement tunisien a pris des mesures concrètes à cet égard.

2. L'application automatique de l'embargo a de graves incidences sur la Tunisie, compte tenu de ses étroites relations avec l'Iraq et le Koweït et du volume de ses transactions avec ces deux pays.

Relations avec l'Iraq

Le montant total des échanges commerciaux de la Tunisie avec l'Iraq est de 225 millions de dollars par an, ce qui représente 4 % du commerce extérieur tunisien.

- i) Importations : leur valeur s'élève à 100 millions de dollars par an; les principaux produits importés sont le pétrole et le soufre.
- ii) Exportations : elles se chiffrent à 125 millions de dollars par an et sont étroitement liées aux importations de pétrole iraquien.

Les principaux produits exportés sont les suivants :

- Superphosphates;
- Papier et produits dérivés;
- Tissus et vêtements prêts-à-porter;
- Pièces de rechange pour voitures et camions.

Les quantités exportées représentent 30 à 60 % de la capacité de production des industries tunisiennes concernées. En d'autres termes, l'embargo imposé à l'Iraq causera automatiquement des difficultés considérables à de nombreuses industries, ce qui ne manquera pas d'avoir des conséquences sur l'emploi.

Il convient de signaler que la plupart des produits exportés sont fabriqués conformément aux spécifications et normes irakiennes et qu'il y a actuellement dans les usines et les installations portuaires tunisiennes l'équivalent de 30 millions de dollars de marchandises prêtes à être exportées vers l'Iraq, marchandises qu'il n'est pas possible de commercialiser ailleurs compte tenu des normes et des spécifications susmentionnées.

- iii) Sommes dues : les facilités de paiement accordées à l'Iraq portent sur un montant d'environ 75 millions de dollars, dont 10 millions d'arriérés.
- iv) Transferts de fonds : un montant de 1 million de dollars est transféré chaque année par les Tunisiens travaillant en Iraq.

Relations avec le Koweït

- i) Financement de projets : la coopération avec le Koweït est essentiellement d'ordre financier. En effet, ce pays contribue au financement d'un nombre considérable de projets de développement vitaux en Tunisie au moyen de prêts consentis à des conditions libérales. Dix-huit projets portant sur un montant de 550 millions de dollars sont actuellement financés par le Koweït. Au 2 août 1990, 200 millions de dollars avaient été retirés, ce qui laissait un solde de 350 millions de dollars. Ceci a ralenti l'exécution des projets, causé des dommages à des centaines d'entreprises tunisiennes chargées de leur réalisation et entraîné des milliers de suppressions d'emploi.
- ii) Transferts de fonds : les fonds transférés par les Tunisiens travaillant au Koweït se chiffrent à 3 millions de dollars par an.
- iii) Répercussions sociales : autre conséquence, le retour en masse des 2 000 Tunisiens qui étaient employés au Koweït au titre d'accords de coopération technique ou de contrats de travail passés avec des employeurs privés. Ces Tunisiens ont perdu leur emploi, leurs biens, les sommes qui leur étaient dues et l'argent qu'ils ont épargné, et il faudra leur trouver du travail.

Compte tenu de ce qui précède, l'application du plan de restructuration de l'économie tunisienne se heurtera à des difficultés, et le Gouvernement aura du mal à atteindre ses objectifs dans les délais fixés.

Pour les raisons invoquées ci-dessus et conformément à l'Article 50 du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies qui stipule que "Si un Etat est l'objet de mesures préventives ou coercitives prises par le Conseil de sécurité, tout autre Etat, qu'il soit ou non Membre des Nations Unies, s'il se trouve en présence de difficultés économiques particulières dues à l'exécution desdites mesures, a le droit de consulter le Conseil de sécurité au sujet de la solution de ces difficultés", le Gouvernement tunisien estime nécessaire de consulter le Conseil de sécurité à ce sujet en vue de trouver des solutions qui lui permettent de sauvegarder les intérêts économiques et sociaux de la Tunisie.

S'agissant des sanctions prévues dans la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, le Gouvernement tunisien souhaite insister sur les dérogations à caractère humanitaire concernant les produits alimentaires, les médicaments et les services médicaux.

APPENDICE II

Lettre datée du 10 octobre 1990, adressée au Secrétaire général par le Ministre tunisien des affaires étrangères concernant l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité a/

[Original : arabe]

Comme suite à notre lettre datée du 24 août 1990 relative à l'application de l'embargo économique contre l'Iraq et le Koweït, conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, qui visait essentiellement à confirmer la détermination de la Tunisie d'appliquer l'embargo et de prendre des mesures concrètes à cet effet et à signaler les incidences négatives de l'embargo sur l'économie tunisienne et en référence à votre note datée du 24 août 1990 par laquelle vous nous avez demandé de notifier le Conseil de sécurité des mesures concrètes que la Tunisie avait prises aux fins de l'application de l'embargo, depuis la date de son imposition, et en particulier les lois et les mesures administratives et financières qu'elle avait adoptées, j'ai l'honneur de vous informer de ce qui suit :

La résolution 661 (1990) relative à l'embargo a été adoptée en application de la Charte des Nations Unies dont les dispositions prévalent sur la législation interne de la Tunisie, comme l'indique le chapitre 32 de la Constitution de la République tunisienne qui stipule que :

"... les instruments internationaux ratifiés conformément à la loi prévalent sur les lois nationales."

Compte tenu de ce qui précède, il n'est pas nécessaire, en vertu du régime législatif tunisien, d'adopter des lois ou des mesures en vue de mettre en oeuvre l'embargo car des notifications écrites suffisent à cet effet.

A cet égard, le Gouvernement tunisien n'est pas resté inactif puisqu'il a adopté, pour appliquer l'embargo, les mesures administratives et financières suivantes :

I. Mesures administratives

1. Douanes : L'Administration générale des douanes a donné à tous ses services aux frontières terrestres, aériennes et maritimes des instructions écrites interdisant toute exportation ou importation à destination ou en provenance de l'Iraq ou du Koweït;

2. Transport : Le Gouvernement tunisien a suspendu, dès l'avènement de la crise, les liaisons maritimes entre les ports tunisiens et le port d'Aqaba.

Simultanément, tous les vols entre Tunis et le Koweït ont été interrompus.

Il y a lieu de noter qu'il n'existe pas de liaison aérienne entre Tunis et Bagdad, ni de liaison maritime entre les ports tunisiens et le port de Basra.

Il faut également signaler que les autorités tunisiennes ont dû, à ce jour, organiser cinq vols entre Tunis et Aman pour assurer le retour des ressortissants tunisiens qui résidaient en Iraq et au Koweït.

II. Mesures financières

1. La Banque centrale de Tunisie a adressé une lettre aux banques tunisiennes pour confirmer les instructions précédemment données en vertu de l'embargo décrété par la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité et qui tendait en particulier à interdire toutes les opérations de financement et d'octroi de crédit avec l'Iraq et le Koweït.

2. Les autorités tunisiennes ont suspendu les garanties à l'exportation vers le Koweït et l'Iraq.

A cet effet, la Société tunisienne d'assurance du commerce extérieur a informé tous les exportateurs de cette mesure en insistant sur la nécessité de la respecter.

3. Le Fonds tunisien de promotion des exportations a mis fin aux subventions financières qu'il accordait au titre des exportations destinées vers l'Iraq et le Koweït. Il y a lieu de noter que le Fonds est un instrument par lequel le Gouvernement tunisien encourage les exportations et qu'il est financé directement par le budget de l'Etat.

4. Dans le souci d'assurer le strict respect de l'embargo, des facilités bancaires ont été accordées aux exportateurs pour couvrir une partie importante de la valeur des marchandises stockées dans leurs entrepôts qui n'ont pu être exportées vers l'Iraq ou le Koweït en raison de l'embargo.

5. Les autorités tunisiennes ont pris des mesures nécessaires pour geler les fonds du Koweït et de l'Iraq.

Enfin, il y a lieu de signaler à cet égard que le Conseil des députés a été convoqué le 11 septembre 1990 en session extraordinaire pour examiner la question de la crise du Golfe.

A cette occasion, le Premier Ministre a prononcé, au nom du Président de la République, une allocution dans laquelle il a confirmé la détermination de la Tunisie d'appliquer les résolutions du Conseil de sécurité relatives à la crise du Golfe.

APPENDICE III

Mémoire sur les répercussions de la crise du Golfe sur l'économie tunisienne

1. La République tunisienne se considère, de par les principes qui régissent sa politique extérieure, tenue par les résolutions du Conseil de sécurité relatives à l'embargo économique décrété contre l'Iraq.

Dès l'annonce de cette décision, le Gouvernement a pris des mesures concrètes pour sa stricte application.

La Direction générale des douanes a émis, à cet effet, une instruction en date du 16 août 1990 suspendant toute opération d'importation et d'exportation de marchandises en provenance ou à destination de l'Iraq et du Koweït.

L'organisme gouvernemental d'assurance de commerce extérieur (la COTUNACE) a suspendu de son côté la couverture des transactions intéressant les pays concernés.

La Banque centrale de Tunisie enfin, a donné des instructions aux intermédiaires agréés pour suspendre l'ouverture d'accréditif ainsi que tout règlement financier pour les opérations avec l'Iraq et le Koweït.

Parallèlement, l'Administration tunisienne a pris les dispositions requises pour préserver les intérêts de l'Etat du Koweït et de son gouvernement légitime. Des assurances ont été réitérées dans ce sens aux représentants des intérêts koweïtiens en Tunisie.

2. Compte tenu de ces décisions, la Tunisie se trouve, du fait des relations de coopération étroite qu'elle entretient avec l'Iraq et le Koweït, soumise à des répercussions négatives sur le plan commercial, financier et social.

3. Sur le plan commercial, la décision d'embargo se traduit par la suspension d'un courant d'échanges très prometteur.

Le volume des exportations sur l'Iraq a atteint près de 50 millions de dollars pour le premier semestre de 1990 et un ensemble de contrats pour une valeur de 100 millions de dollars ont été conclus permettant d'escompter un volume global d'exportation pour 1990 de l'ordre de 125 millions de dollars au minimum. D'ailleurs, les produits fabriqués et qui étaient, à la veille de la crise du Golfe, en instance d'expédition vers l'Iraq s'élèvent à quelque 300 millions de dollars et, il est difficile, du fait des spécificités et normes qui caractérisent ces produits, de pouvoir les redéployer sur d'autres marchés.

De plus, et comme corollaire à l'action d'embargo, les créances des entreprises tunisiennes sur l'Iraq se trouvent compromises. Les facilités commerciales accordées à ce pays s'élèvent à quelque 66 millions de dollars dont 27,3 millions de dollars sont déjà échus et 6,5 millions de dollars seront échus avant la fin de l'année en cours. Cette situation est déjà ressentie tant au niveau des entreprises qu'au niveau de la balance des paiements.

4. Sur le plan financier, la Tunisie entretient des relations de coopération intense avec le Koweït et les institutions arabes ayant pour siège le Koweït, en l'occurrence le FADES et la CIAGI.

Avec le Koweït, la situation actuelle se traduit par une suspension des flux d'investissements directs koweïtiens en Tunisie qui s'établissent à quelque 20 à 25 millions de dollars par an et par une interruption du programme de prêts accordés par le Fonds koweïtien de développement.

Les ressources extérieures disponibles auprès de ce fonds à la veille de la crise s'élèvent à 190 millions de dollars; l'utilisation était attendue pour la période 1990-1993 au profit de près d'une dizaine de projets d'infrastructure. Sur ces ressources 30 millions de dollars devaient être décaissés durant les cinq derniers mois de 1990.

Avec les institutions arabes ayant pour siège le Koweït les derniers événements se sont traduits par :

- Une interruption de la coopération avec les Fonds arabes de développement économique et social. Les ressources extérieures, qui étaient disponibles et qui se trouvent actuellement bloquées, s'établissent à quelque 230 millions de dollars dont 45 millions de dollars devaient être décaissés avant la fin de l'année 1990;
- Une suspension de l'activité de la Compagnie Inter Arabe de garantie des investissements et par voie de conséquence des couvertures que cet organisme a accordées aux entreprises tunisiennes et qui s'établissent à près de 30 millions de dollars sous forme de garantie à l'exportation en particulier sur l'Iraq (deux tiers des garanties accordées).

5. Sur le plan social, enfin, la colonie tunisienne, bien que modeste, porte sur près de 5 000 cadres et employés s'insérant pour l'essentiel dans le cadre des programmes de coopération technique. La crise du Golfe a eu pour effet un retour massif de cette colonie dans des conditions difficiles et pénibles dans la mesure où, au-delà de la perte de leurs emplois, ils n'ont pas pu récupérer leurs biens et transférer leurs économies et se trouvent actuellement en difficulté pour se réinsérer dans le circuit économique.

Les transferts au titre des économies sur les salaires des Tunisiens travaillant au Koweït et à l'Iraq sont estimés, à cet égard, à quelque 40 millions de dollars, soit une moyenne de 10 000 dollars par personne.

6. Ainsi, de ce qui précède, il ressort que les répercussions sont graves, en particulier sur la balance des paiements avec une moins-value des ressources en devises de quelque 209 millions de dollars pour l'année 1990 représentant 1,7 % du PIB et pour près de 345 millions de dollars pour 1991 et 2,5 % du PIB.

En millions de dollars	Effet année 1990	Effet année 1991
Exportation de biens	75	130
Défaut de recouvrement	34	30
Rapatriement des travailleurs tunisiens	15	40
Investissements directs	10	20
Financement officiel des projets en cours d'exécution	75	125
	209	345

Certes l'évolution des prix du pétrole procure des ressources supplémentaires au pays. Mais leur effet est très faible, s'établissant à 4 millions de dollars pour toute augmentation de 1 dollar par baril en année pleine et ce, du fait du niveau réduit de l'excédent pétrolier (à peine 800 000 tonnes par an) et de plus ces ressources supplémentaires seront plus que résorbées par les retombées indirectes attendues de la crise du fait en particulier du renchérissement prévisible des prix à l'importation et du fléchissement de la demande extérieure.

7. Cette situation, qui intervient à un moment où la Tunisie se trouve engagée dans un vaste programme de réforme et restructuration avec l'appui et le soutien des instances internationales, serait difficile à assumer.

Aussi, et en application de l'Article 50 de la Charte de l'ONU, le Gouvernement a-t-il demandé l'ouverture de consultations avec le Conseil de sécurité pour trouver les solutions adéquates aux problèmes posés par la crise du Golfe et l'embargo décrété contre l'Iraq de manière à sauvegarder les intérêts économiques et sociaux du pays.

La Tunisie souhaite que cette demande de consultation soit appuyée et soutenue par les pays amis avec lesquels elle entretient des relations de coopération privilégiée et partage les mêmes idéaux et principes afin d'atténuer les effets de ces répercussions et de permettre au pays de poursuivre sans à-coup son action de développement.

ANNEXE III

Recommandation du Comité du Conseil de sécurité créé par la
résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq
et le Koweït relative à la Roumanie

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant
la situation entre l'Iraq et le Koweït,

Ayant examiné les communications qui lui ont été adressées par la Roumanie en
vertu de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité datée du
6 août 1990, dans laquelle le Conseil a décidé de prendre des sanctions en vertu du
Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ainsi que ses résolutions 660 (1990)
du 2 août 1990, 662 (1990) du 9 août 1990, 664 (1990) du 18 août 1990, 665 (1990)
du 25 août 1990, 666 (1990) du 13 septembre 1990, 667 (1990) du 16 septembre 1990,
669 (1990) du 24 septembre 1990, 670 (1990) du 25 septembre 1990 et 674 (1990) du
29 octobre 1990,

Rappelant aussi les dispositions des Articles 25, 49 et 50 de la Charte des
Nations Unies,

Notant les informations communiquées par la Roumanie a/ concernant les mesures
qu'elle a prises pour appliquer pleinement les sanctions définies dans la
résolution 661 (1990) du Conseil et les difficultés économiques particulières
auxquelles elle se heurte du fait de l'application de ces mesures,

Ayant entendu le représentant de la Roumanie,

Préoccupé par les difficultés économiques particulières que connaît la
Roumanie du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le
Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990) du Conseil, difficultés qui
sont particulièrement aiguës en raison des pertes économiques et commerciales
qu'elle subit, au vu de son produit national brut et du total de ses échanges
commerciaux,

Considérant que l'application scrupuleuse et suivie de la résolution
661 (1990) par la Roumanie, ainsi que d'autres Etats, facilitera l'adoption de
mesures visant à garantir le respect du paragraphe 2 de cette résolution et à
rétablir l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït,

1. Félicite le Gouvernement roumain des mesures qu'il a prises pour
appliquer la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

a/ S/21643 et S/AC.25/1990/53.

2. Considère qu'il faut d'urgence aider la Roumanie à surmonter les difficultés économiques particulières qu'elle connaît du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990), en particulier les pertes dues à la non-livraison du pétrole iraquien que l'Iraq devait livrer en remboursement de ses dettes envers la Roumanie, ainsi que d'autres pertes financières et économiques;

3. Lance un appel urgent à tous les Etats pour qu'ils apportent immédiatement à la Roumanie une assistance technique, financière et matérielle en vue d'atténuer les conséquences qu'a sur son économie le fait qu'elle applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

4. Invite les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies compétents, ainsi que les institutions financières internationales et les banques régionales de développement, à offrir une assistance à la Roumanie afin d'atténuer les difficultés économiques particulières auxquelles se heurte actuellement ce pays du fait qu'il applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

5. Prie le Secrétaire général de demander périodiquement aux Etats et aux organismes et institutions concernés des Nations Unies des informations sur les mesures qu'ils auront prises pour atténuer les difficultés économiques particulières de la Roumanie, et de faire rapport à ce sujet au Conseil de sécurité.

APPENDICE I

Mémoire sur les conséquences économiques et financières pour la Roumanie des restrictions imposées à ses relations économiques avec l'Iraq et le Koweït a/

[Original : anglais]

1. Le Gouvernement roumain a indiqué dès le début qu'il était résolu à respecter et appliquer strictement les dispositions de la résolution 661 que le Conseil de sécurité a adoptée le 6 août 1990 pour imposer des sanctions économiques à l'Iraq, et il a pris toutes les mesures appropriées à cet égard.

Par sa décision du 10 août 1990, le Gouvernement roumain a prescrit à toutes les personnes et organes tant roumains qu'étrangers qui mènent des activités économiques ou financières sur le territoire roumain de respecter les dispositions de la résolution 661.

Ce faisant, la Roumanie est consciente du fait que tous les Etats doivent s'abstenir d'utiliser la force contre un Etat indépendant et souverain et respecter les dispositions de la Charte des Nations Unies ainsi que les principes universellement acceptés du droit international.

En dépit du fait que les sanctions économiques entraînent des pertes matérielles graves pour l'économie roumaine, le Gouvernement roumain considère que tous les Etats ont le devoir d'agir dans un esprit de solidarité internationale en respectant la résolution adoptée par le Conseil de sécurité et en donnant effet aux sanctions qui ont été décidées.

D'un autre côté, le Gouvernement roumain estime que, du fait même de la solidarité dont elle fait preuve, la Roumanie, qui a souffert et souffre encore des conséquences économiques et financières directes de l'application des sanctions, est légitimement en droit de demander à la communauté internationale une juste compensation pour les pertes subies.

2. Par le fait des mesures que le Conseil de sécurité a prises contre l'Iraq, la Roumanie se trouve aux prises avec des problèmes et des difficultés économiques particuliers. Ceux-ci tiennent au bouleversement des échanges commerciaux, à savoir l'interruption des approvisionnements pétroliers, l'impossibilité d'honorer les contrats commerciaux, notamment ceux qui portent sur l'importation de biens de consommation, et la suspension des activités de coopération économique avec l'Iraq.

a) La Roumanie et l'Iraq ont conclu le 1er février 1990 un accord financier gouvernemental concernant le remboursement des dettes de l'Iraq à la Roumanie, soit 1,7 milliard de dollars, et le rééchelonnement des dettes dues entre 1988

et 1990. Aux termes de cet accord, l'Iraq s'est engagé à rembourser une partie de sa dette par des livraisons de pétrole et d'autres biens. Pour la dernière période, août et septembre 1990, l'Iraq aurait dû livrer à la Roumanie pour 300 000 000 de dollars de pétrole, au cours de 17,5 dollars le baril (prix pratiqué par l'OPEP avant le 20 juillet 1990).

L'interdiction frappant les importations en provenance de l'Iraq ont deux conséquences préjudiciables pour la Roumanie :

- Elle bloque le remboursement de sa dette par l'Iraq et remet en question son amortissement;
- L'industrie pétrochimique roumaine, confrontée à un grave déficit pétrolier, devra réduire de 25 % sa capacité mensuelle de traitement. Déjà, l'une des raffineries roumaines, située à Brazi, dont la capacité de traitement mensuelle est de 290 000 tonnes, a dû être fermée et le complexe pétrochimique situé à Midia a ramené sa capacité de traitement de 440 000 tonnes à 180 000 tonnes, et la production des autres raffineries a été réduite de 500 000 tonnes.

b) Importations et exportations : en paiement de sa dette, l'Iraq devait livrer des biens d'un montant de 35 millions de dollars (fluorure d'aluminium, médicaments, produits alimentaires et biens de consommation) jusqu'à la fin de l'année en cours. Or, il lui en reste encore pour 27 millions de dollars à livrer.

Par ailleurs, un contrat d'achat de compensation pour l'importation de soufre, d'un montant de 8,8 millions de dollars, ne peut plus être honoré.

Des sociétés roumaines et irakiennes ont signé des contrats d'une valeur approximative de 100 millions de dollars. Jusqu'à présent, la Roumanie n'a reçu que 25,1 millions de dollars. Ces contrats portent sur l'exportation par la Roumanie de tissus, de matériaux de construction, de produits chimiques, de produits métallurgiques, de matériel électrotechnique, de machines-outils et de machines textiles.

c) Projets d'ingénierie et assistance technique (coopération économique)

- La société roumaine ARCIF exécute des projets d'aménagement du territoire d'une valeur de 369 millions de dollars et portant sur une superficie de 37 400 hectares dans la région de Halila-Kifl. A la suite des sanctions économiques, cette activité devra être interrompue, occasionnant des pertes d'un montant de 132,5 millions de dollars. Si les sanctions sont levées, ARCIF devra déboursier jusqu'à 155,1 millions de dollars pour relancer le projet, montant qui se traduit par des pertes pour le budget de l'Etat roumain;
- La société roumaine de commerce extérieur UZINEXPORT a livré à l'Iraq deux cimenterie clefs en main. A la suite des sanctions, le solde du coût total qui reste dû, soit 120 millions de dollars, devra également passer par pertes et profits;

- La société roumaine de commerce extérieur ROMPETROL-GEOMIN exécute des projets de forage pétrolier. La valeur des activités qui ont été arrêtées s'élève à 4 millions de dollars, auxquels il convient d'ajouter 25 millions de dollars représentant la valeur du matériel abandonné sur le terrain sans possibilité de le récupérer, ce qui se traduira également par des pertes pour le budget de l'Etat roumain;
- La société roumaine de commerce extérieur ROMELECTRO réalise des projets d'installation de réseaux haute tension. La valeur des activités arrêtées est de 5 millions de dollars, auxquels il faut ajouter 5,9 millions de dollars résultant de la perte des garanties bancaires. En outre, les 9 millions de dollars auxquels est évalué le matériel abandonné sur le terrain constituent une autre perte pour le budget de l'Etat roumain;
- La société roumaine de commerce extérieur ROMCONSULT, qui fournit une assistance technique, ne pourra pas honorer des contrats d'une valeur de 1 million de dollars;
- Du fait des sanctions économiques, il a fallu interrompre les négociations relatives à de nouveaux contrats d'exportation et projets d'ingénierie en Iraq, d'un montant de 500 millions de dollars.

d) Les sanctions imposées aux relations économiques et commerciales avec le Koweït occasionneront pour la Roumanie des pertes s'élevant à 9,3 millions de dollars jusqu'au 31 décembre 1990.

3. D'après les estimations préliminaires actuelles, le montant total des pertes que la Roumanie subit du fait des sanctions imposées par la résolution 661 s'élève approximativement à 1,2 milliard de dollars.

En outre, les sanctions imposées bloquent le remboursement par l'Iraq de la dette qu'il a contractée envers la Roumanie, soit 1,7 milliard de dollars.

Les estimations susmentionnées ne tiennent pas compte d'autres pertes découlant de l'application des sanctions pour les relations commerciales de la Roumanie avec d'autres Etats, ni des incidences sociales intérieures.

Il va sans dire que les difficultés que l'économie roumaine subit du fait des mesures liées à la suspension imprévue des relations commerciales et de la coopération avec l'Iraq créent un fardeau supplémentaire pour l'économie roumaine déjà précaire. La Roumanie affronte à présent des difficultés encore plus grandes pour restructurer et relancer son économie et améliorer l'approvisionnement de la population en produits alimentaires et en biens de consommation.

Le Gouvernement roumain ne doute pas que le Conseil de sécurité examinera soigneusement les lourdes conséquences économiques que comportent pour la Roumanie les mesures qu'elle a prises pour respecter les sanctions imposées à l'Iraq et formulera les recommandations qu'il convient pour la dédommager de toutes les pertes matérielles qu'elle a subies.

Le Gouvernement roumain saisit cette occasion pour redire qu'il est résolu à respecter strictement et à continuer d'appliquer les dispositions de la résolution 661 du Conseil de sécurité, quelle que soit la gravité des difficultés économiques auxquelles il doit faire face, et à contribuer activement à résoudre la crise actuelle dans le Golfe.

APPENDICE II

Mémoire concernant les effets néfastes de la crise du Golfe et de l'application des sanctions du Conseil de sécurité contre l'Iraq sur l'économie roumaine a/

[Original : anglais]

La Roumanie a défini clairement à maintes reprises sa position à l'égard de l'agression et de l'annexion du Koweït par l'Iraq. La Roumanie, qui assurait la présidence du Conseil de sécurité lorsque celui-ci a adopté la résolution dans laquelle il a condamné cette agression, souscrit pleinement à la décision d'imposer des sanctions globales contre l'Iraq. Le Gouvernement roumain participe activement aux efforts déployés par l'Organisation des Nations Unies et par la communauté internationale pour résoudre la crise du Golfe.

Les conséquences dévastatrices que l'application scrupuleuse des sanctions a sur l'économie roumaine ont été portées à l'attention de la communauté internationale à plusieurs occasions (voir par exemple S/21643).

La Roumanie a soumis au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït des documents détaillés sur les dommages qu'elle a subis. Toutefois, le Gouvernement roumain aimerait mettre en lumière certains aspects de la situation et fournir des informations complémentaires.

La décision d'appliquer rigoureusement les sanctions prévues dans la résolution 661 (1990) et d'arrêter tous les échanges commerciaux et projets de coopération avec l'Iraq a profondément affecté l'économie roumaine, qui se trouve actuellement en pleine transition vers une économie de marché.

Cette décision a entraîné directement des pertes et des dépenses supplémentaires de 2,9 milliards de dollars des Etats-Unis au total, qui se répartissent comme suit :

a) 1,7 milliard de dollars représentant le montant total de la dette de l'Iraq à la Roumanie que l'Iraq s'était engagé à rembourser sous forme de livraisons de pétrole à 18 dollars le baril, qui ont été interrompues;

b) 46,1 millions de dollars, représentant la valeur des marchandises fabriquées expressément pour des utilisateurs finals en Iraq et dans le Koweït occupé, qui ne peuvent pas être exportées ailleurs;

c) 142,6 millions de dollars, représentant la valeur des travaux de construction et de services consultatifs techniques, concernant des projets entrepris en Iraq, qui ont été interrompus;

d) 64,7 millions de dollars, représentant la valeur de l'équipement et du matériel abandonnés en Iraq;

e) 200,6 millions de dollars, représentant des garanties bancaires et des avoirs dans des comptes bloqués;

f) 746 millions de dollars, représentant l'écart entre les prix du pétrole brut importé entre août 1990 et la fin de l'année, et les prix offerts par l'Iraq avant la crise du Golfe (18 dollars le baril).

Ces effets directs, chiffrés à 2,9 milliards de dollars, soit près du tiers du montant total des échanges commerciaux de la Roumanie en devises fortes pour 1989, ont entraîné une réduction de 14 % du produit national brut (PNB) de la Roumanie.

Il faut ajouter à cela les effets indirects de l'application de l'embargo :

a) Avant août 1990, des négociations étaient en cours concernant l'exportation de diverses marchandises et l'exécution de projets économiques en Iraq, d'une valeur totale de 500 millions de dollars et l'arrêt de ces négociations a eu un effet préjudiciable sur les carnets de commande des entreprises en cause;

b) En même temps, l'application de l'embargo sur les importations de pétrole iraquien s'est traduite par un manque à gagner de 60 millions de dollars pour les raffineries pour l'année en cours;

c) De plus, le rapatriement et la réintégration du personnel roumain de l'Iraq coûte 16 millions de dollars aux sociétés roumaines;

d) Enfin, le fait que certaines entreprises roumaines spécialisées dans les articles destinées à l'Iraq et au Koweït - textiles, prêt-à-porter, chaussures, matériel et outils électrotechniques - ont arrêté leurs livraisons a des conséquences socio-économiques (grèves, chômage, pressions inflationnistes).

Tous ces effets viennent encore aggraver la situation économique déjà très difficile de la Roumanie.

La diminution, en chiffres absolus, des activités génératrices de revenu national enregistrée entre le 1er janvier et le 30 septembre 1990 s'est concrétisée par une baisse de 27,7 % de la production industrielle nette, c'est-à-dire de la valeur ajoutée.

La consommation d'électricité rapportée à la production nette (kWh/1 000 lei) a augmenté de 23,7 %.

Pour l'ensemble du pays, la productivité de l'industrie a baissé de 22,8 % en termes de production de produits de base.

La hausse du revenu monétaire de la population se traduit par une plus grande pression sur le pouvoir d'achat du leu. Ainsi, par exemple, le 1er janvier 1990, il y avait, pour chaque leu en circulation, 10 bani de marchandises alors que

maintenant il n'y en a que 14 alors que les prix et tarifs n'ont augmenté que de 2,2 %; si cette tendance se maintient, on pourrait atteindre les 10 bani. On est donc bien en présence de poussées inflationnistes.

La situation en ce qui concerne les investissements dans les neuf premiers mois est également défavorable : ils se situent à 23,1 % au-dessous des prévisions et à 44,6 % au-dessous du niveau de l'an dernier.

Il ne serait donc pas excessif de considérer que la Roumanie est l'un des pays les plus gravement touchés par l'imposition des sanctions.

On prévoit qu'en 1991 les pertes seront encore plus importantes. La pénurie de pétrole, qui placera la Roumanie dans une situation extrêmement difficile pendant l'hiver est particulièrement préoccupante.

Les réserves ne sont pas suffisantes, même pour le mois de décembre.

Enfin, il ne faut pas oublier que les réserves nationales de devises sont presque totalement épuisées. Les exportations de la Roumanie ne représentent que quelque 54 % de ses exportations de l'année dernière, ce qui pratiquement interdit toute importation de sources d'énergie.

Ce sont maintenant deux trimestres d'hiver qui attendent le pays et on prévoit un déficit commercial de l'ordre de 1,2 milliard de dollars par trimestre.

La situation énergétique influe profondément sur chaque branche de l'industrie : réduction ou arrêt de la production, problèmes de transport et pénuries. La hausse des prix à la consommation contribue à la détérioration du climat politique et social déjà tendu dans le pays.

Les problèmes économiques auxquels se heurte la Roumanie sont si profonds qu'ils pourraient être un facteur d'instabilité politique et mettre en danger le processus de transition vers la démocratie et l'économie de marché.

La Roumanie a accepté toutes ces conséquences de l'embargo décidé par le Conseil de sécurité par volonté sincère de contribuer, conformément aux principes et normes généralement admis du droit international, à la résolution de la grave situation dans le Golfe.

Malgré toutes ces difficultés, la Roumanie est résolue à continuer de respecter et appliquer rigoureusement les dispositions des résolutions du Conseil de sécurité.

ANNEXE IV

Recommandation du Comité du Conseil de sécurité créé par la
résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq
et le Koweït relative à l'Inde

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant
la situation entre l'Iraq et le Koweït,

Ayant examiné les communications qui lui ont été adressées par l'Inde en vertu
de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité datée du
6 août 1990, dans laquelle le Conseil a décidé de prendre des sanctions en vertu du
Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ainsi que ses résolutions 660 (1990)
du 2 août 1990, 662 (1990) du 9 août 1990, 664 (1990) du 18 août 1990, 665 (1990)
du 25 août 1990, 666 (1990) du 13 septembre 1990, 667 (1990) du 16 septembre 1990,
669 (1990) du 24 septembre 1990, 670 (1990) du 25 septembre 1990 et 674 (1990) du
29 octobre 1990,

Rappelant aussi les dispositions des Articles 25, 49 et 50 de la Charte des
Nations Unies,

Notant les informations communiquées par l'Inde a/ concernant les mesures
qu'elle a prises pour appliquer pleinement les sanctions définies dans la
résolution 661 (1990) du Conseil, et les difficultés économiques particulières
auxquelles elle se heurte du fait de l'application de ces mesures,

Ayant entendu le représentant de l'Inde,

Préoccupé par les difficultés économiques particulières que connaît l'Inde du
fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le Koweït
occupé, demandée dans la résolution 661 (1990) du Conseil, difficultés qui sont
particulièrement aiguës en raison des pertes économiques et commerciales qu'elle
subit, au vu de son produit national brut et du total de ses échanges commerciaux,

Considérant que l'application scrupuleuse et suivie de la résolution
661 (1990) par l'Inde, ainsi que d'autres Etats, facilitera l'adoption de mesures
visant à garantir le respect du paragraphe 2 de cette résolution et à rétablir
l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït,

1. Félicite le Gouvernement indien des mesures qu'il a prises pour appliquer
la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

a/ S/21711 et S/AC.25/1990/40.

2. Considère qu'il faut d'urgence aider l'Inde à surmonter les difficultés économiques particulières qu'elle connaît du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990), en particulier les pertes dues à la non-livraison du pétrole iraquien que l'Iraq devait livrer en remboursement de ses dettes envers l'Inde, ainsi que d'autres pertes financières et économiques;

3. Lance un appel urgent à tous les Etats pour qu'ils apportent immédiatement à l'Inde une assistance technique, financière et matérielle en vue d'atténuer les conséquences qu'a sur son économie le fait qu'elle applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

4. Invite les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies compétents, ainsi que les institutions financières internationales et les banques régionales de développement, à offrir une assistance à l'Inde afin d'atténuer les difficultés économiques particulières auxquelles se heurte actuellement ce pays du fait qu'il applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

5. Prie le Secrétaire général de demander périodiquement aux Etats et aux organismes et institutions concernés des Nations Unies des informations sur les mesures qu'ils auront prises pour atténuer les difficultés économiques particulières de l'Inde, et de faire rapport à ce sujet au Conseil de sécurité.

APPENDICE I

Mémoire sur les conséquences économiques, commerciales et financières pour l'Inde des restrictions imposées concernant les relations économiques avec l'Iraq et le Koweït a/

[Original : anglais]

L'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a eu immédiatement de graves conséquences pour l'économie indienne, à un moment où les réserves en devises de l'Inde sont tombées à des niveaux dangereusement bas et où l'accroissement de la dette extérieure est devenu préoccupant.

Les sanctions ont eu des effets sur des secteurs vitaux de l'économie. Sont énumérés ci-après les domaines les plus touchés :

- 1) Pénurie de pétrole - Effets sur l'industrie et l'agriculture;
- 2) Accroissement de la demande de devises du fait de l'augmentation des cours du pétrole, ce qui affecte la balance des paiements;
- 3) La baisse des recettes à l'exportation;
- 4) La baisse importante des fonds envoyés par les Indiens expatriés;
- 5) Le coût du rapatriement et de la réinsertion des expatriés indiens déplacés du Koweït et de l'Iraq;
- 6) Les coûts sociaux relatifs au chômage engendré par les points ci-dessus.

1. Fourniture de pétrole

En Inde, la production intérieure de pétrole brut et de produits pétroliers doit être complétée par des importations régulières en vue de répondre aux besoins de l'économie qui est en période de croissance. L'Inde connaissant une croissance industrielle et agricole rapide, les niveaux de consommation augmentent progressivement.

En 1990-1991, l'Inde devra importer 24,28 millions de tonnes de pétrole brut et de produits pétroliers, approvisionnement qui avait été prévu pour l'année sur la base d'un prix moyen de 17 dollars le baril. Sur ce montant, 8,75 millions de tonnes de pétrole et 1,2 million de tonnes de pétrole lampant supérieur devaient être importées de l'Iraq et du Koweït. L'Inde doit à présent trouver des sources

de remplacement pour l'approvisionnement en pétrole brut de qualités données, convenant aux besoins des raffineries indiennes. L'incertitude qui entoure l'approvisionnement a des incidences sur les activités industrielles et la production agricole. Cela conduira aussi à une augmentation spéculative de l'ensemble des prix, auquel s'ajoutera la tendance à la hausse des prix pétroliers à moyen et à long terme. Il est probable aussi qu'il y aura des coûts additionnels dus à l'achat des produits pétroliers s'il n'est pas possible de s'approvisionner en pétrole brut de qualité adéquate.

2. Augmentation du prix du pétrole

L'Inde a été aussi touchée par la brusque augmentation du cours du pétrole, qui est déjà intervenue. Si cette augmentation se poursuit, cela aura des effets négatifs cumulés. Pour l'exercice 1990-1991, l'Inde avait inscrit à son budget 24,28 millions de tonnes importées à un coût de 3 555 millions de dollars des Etats-Unis, sur la base de 17 dollars le baril. On a estimé qu'une augmentation d'un dollar du prix du baril au-dessus de 17 dollars se traduirait par une augmentation de 222 millions de dollars des Etats-Unis du coût des importations. Si le cours actuel de 28 dollars des Etats-Unis par baril est retenu pour tout l'exercice, l'augmentation du prix des importations sera d'environ 2,4 milliards de dollars des Etats-Unis. Cela opérerait une ponction insupportable sur les fragiles réserves de devises de l'Inde.

3. Baisse des exportations

L'Iraq et le Koweït sont des partenaires commerciaux importants de l'Inde. L'Iraq a une importance cruciale en ce qui concerne les exportations de projets et de produits de base. Au cours des 10 dernières années, les exportations de projets à destination de l'Iraq, évaluées à 2 778 millions de dollars, ont représenté plus de 60 % de ce type d'exportations. Quant aux exportations de produits de base, elles ont été évaluées à 70 millions de dollars pour 1989-1990. On estimait que les exportations indiennes, qui comprennent du thé, des épices, des produits chimiques de base et des biens d'équipement continueraient à augmenter en 1990.

Les exportations indiennes à destination du Koweït ont également considérablement augmenté, passant de 51 millions de dollars en 1986-1987 à 110 millions de dollars en 1989-1990. Ces exportations comprenaient du riz, des pierres précieuses et des bijoux, des fruits, des légumes et des biens d'équipement.

Les restrictions frappant le commerce avec ces pays se traduiront pour l'Inde par une perte totale de change de l'ordre de 180 millions de dollars au cours des 12 prochains mois.

En outre, l'Inde avait conclu un accord de paiement différé avec l'Iraq pour les projets de constructions en cours dans ce pays. Sur les 403 millions de dollars qui devaient être versés d'ici à 1993, 85 millions devaient être versés en 1990. En raison de l'application des sanctions, il ne sera plus possible à l'Inde de recevoir cet argent sous forme de pétrole brut, comme le prévoyait l'accord conclu avec l'Iraq.

4. Baisse des envois de fonds

On estime à 200 000 environ le nombre des Indiens qui étaient employés à des titres divers en Iraq et au Koweït. Les fonds que ces expatriés envoyaient en Inde s'élevaient à près de 389 millions de dollars par an. Les sanctions qui frappent l'Iraq et le Koweït se traduisent par un exode des travailleurs indiens. Cet exode a pour conséquences un arrêt complet des envois de fonds, le blocage de fonds qui auraient été envoyés en Inde plus tard et une réduction considérable des futurs envois de fonds, à supposer qu'ils reprennent.

5. Rapatriement et réinsertion des travailleurs expatriés

L'Inde doit dépenser des sommes importantes, en devises, pour évacuer ses ressortissants de l'Iraq et du Koweït. On effectue actuellement le calcul de ces coûts. Pourtant, pour illustrer le coût d'un seul élément du processus d'évacuation, il est à noter qu'un seul vol transportant 300 passagers coûte au Gouvernement 7 500 000 roupies. Si sur les 200 000 personnes à rapatrier, 20 000 seulement sont transportées par avion, le coût de ces vols, à lui tout seul, représentera 500 millions de roupies (environ 30 millions de dollars des États-Unis). En dehors de ces dépenses et de la perte financière résultant du tarissement des envois de fonds, l'Inde devra également consacrer des sommes importantes à la réinsertion des travailleurs émigrés de retour en Inde. L'afflux de ces travailleurs aggravera encore la situation déjà précaire de l'emploi dans le pays. Le problème auquel se heurtent ces travailleurs sera encore exacerbé par le fait qu'ils auront abandonné des avoirs importants, et devront recommencer à zéro.

Conclusion

Les sanctions prononcées contre l'Iraq et le Koweït pèseront gravement non seulement sur la gestion des ressources de l'Inde mais aussi entraveront son effort de développement. A elle seule, l'Inde ne peut trouver de solutions à court terme aux graves répercussions négatives que les sanctions ont sur son économie. C'est dans ce contexte que l'Inde demande une aide dans les domaines indiqués plus haut, sous la forme d'un accès plus large au pétrole et d'une compensation financière.

APPENDICE II

Mémoire sur les conséquences économiques, commerciales et financières pour l'Inde des restrictions concernant les relations économiques avec l'Iraq et le Koweït a/

[Original : anglais]

La crise du Golfe a désorganisé dans l'immédiat l'économie de l'Inde, sur laquelle elle a aussi des effets négatifs à plus long terme. Ces effets se font sentir avec une acuité particulière sur la balance des paiements, à un moment où l'Inde ne faisait déjà face qu'avec difficulté au remboursement de la dette en cours.

La croissance que l'Inde a pu enregistrer durant les années 80 et que ses efforts lui promettaient pour les années 90, pour remarquable qu'elle soit, est aujourd'hui compromise par les événements du Golfe. Pour un pays à faible revenu par habitant comme l'Inde, les conséquences sont plus sérieuses que pour les pays développés ou les pays en développement disposant d'un revenu par habitant plus élevé.

L'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité des Nations Unies a touché des secteurs vitaux de l'économie indienne. Les effets les plus sensibles en sont les suivants :

- a) Le manque de pétrole et ses conséquences pour les secteurs industriel et agricole;
- b) Le besoin accru de devises pour répondre à la hausse des prix du pétrole, ce qui a un effet préjudiciable sur la balance des paiements;
- c) La perte de recettes résultant d'une chute brutale des exportations;
- d) La chute sensible des rapatriements de salaires des Indiens résidant à l'étranger;
- e) Les coûts du rapatriement et de la réinsertion des Indiens contraints de quitter le Koweït et l'Iraq;
- f) Les coûts sociaux et la montée du chômage résultant des effets susmentionnés.

A. Fournitures de pétrole

La production nationale de pétrole brut et de carburants et lubrifiants doit être complétée par des importations régulières destinées à répondre aux besoins d'une économie en développement. En raison de la croissance rapide de l'industrie et de l'agriculture, l'Inde voit sa consommation augmenter progressivement.

L'Inde a besoin d'importer durant l'exercice 1990-1991 24,28 millions de tonnes de pétrole brut et de produits pétroliers pour l'achat desquels le montant nécessaire avait été évalué sur la base d'un prix moyen de 17 dollars le baril. Sur ce total, 8,75 millions de tonnes de pétrole et 1,2 million de tonnes de pétrole lampant de qualité supérieure devaient être fournis par l'Iraq et le Koweït. L'Inde s'est efforcée de trouver d'autres fournisseurs de pétrole brut de certains grades et d'une qualité compatible avec ses raffineries. L'incertitude en matière d'approvisionnement a des effets négatifs sur la production industrielle et agricole. Elle détermine aussi une hausse des prix due à la spéculation, indépendamment de la hausse générale des cours qui se dessine à moyen et à long terme. Il faut probablement prévoir aussi des dépenses additionnelles pour l'achat des carburants et lubrifiants nécessaires, si l'Inde ne peut se procurer du pétrole brut de la qualité requise.

B. Hausse des prix du pétrole

L'Inde a également subi les effets de la brusque hausse des prix du pétrole qui s'est déjà produite. Si cette hausse devait se poursuivre, les conséquences seraient cumulatives. Pour l'exercice 1990-1991, l'Inde a affecté à l'importation de 24,28 millions de tonnes un montant de 3 555 millions de dollars, sur la base du prix de 17 dollars le baril. On a estimé que, pour chaque dollar de plus par baril, la facture des importations s'élèverait de 222 millions de dollars, c'est-à-dire que si le prix prévu est atteint (28 dollars le baril) pour l'exercice en cours, cette facture augmenterait de 2,4 milliards de dollars environ, ce qui imposerait à la réserve nationale des devises une surcharge presque intolérable.

C. Perte de recettes d'exportation

L'Iraq et le Koweït ont été d'importants partenaires commerciaux de l'Inde. Au cours de l'année écoulée, les exportations de produits de base vers ces deux pays ont représenté environ 180 millions de dollars. De plus, leur volume avait sensiblement augmenté au cours des dernières années, ou les exportations prévues à destination de l'Iraq représentaient plus de 60 % du total prévu des exportations, de l'Inde, pour une valeur de 2,7 milliards de dollars. D'autre part, l'Inde doit recevoir plus de 400 millions de dollars de l'Iraq à titre de sommes dues, dont 85 millions dus pour la seule année 1990. La crise entraînera non seulement un manque à recevoir, pour le Trésor, de 265 millions de dollars durant l'exercice en cours, mais également une profonde désorganisation du commerce et des conséquences de grande portée dans les secteurs de la production manufacturière, de l'agriculture et de l'exportation.

D. Chute des rapatriements de salaires

On estime à 200 000 environ le nombre de nationaux de l'Inde qui occupaient un emploi en Iraq et au Koweït. Ces expatriés envoyaient en Inde des fonds d'un montant annuel de 389 millions de dollars environ. Les restrictions imposées à l'encontre de ces pays ont entraîné un exode des salariés indiens et, par suite, complètement arrêté les rapatriements de salaires, bloqué les fonds sur lesquels ceux-ci auraient été prélevés et considérablement réduit la possibilité de les voir reprendre dans l'avenir.

E. Rapatriement et réinsertion des travailleurs migrants

Environ 200 000 travailleurs indiens sont restés bloqués en Iraq et au Koweït. Le Gouvernement indien a mis en oeuvre des moyens gigantesques pour rapatrier ses nationaux, opération dont le coût, pour 130 000 d'entre eux, s'est élevé à 200 millions de dollars.

Le coût de la réinsertion de ces 130 000 nationaux évacués du Golfe s'élèverait approximativement à 720 millions de dollars, compte tenu du fait que les migrants auront laissé derrière eux des avoirs considérables et devront repartir à zéro.

F. Prolongement de la crise du Golfe

L'incertitude totale qui règne quant au moment et aux modalités de la solution qui sera donnée à la crise du Golfe influence l'évaluation de l'ampleur de ses répercussions sur l'économie indienne. Si la crise demeure sans solution, ses effets continueront de faire sentir toute leur gravité. Il est déjà possible d'évaluer dans une certaine mesure son impact sur la balance des paiements.

En admettant que le cours moyen du pétrole brut au cours des 12 prochains mois soit de 25 dollars par baril environ contre un prix de base prévu de 18 dollars si la crise du Golfe ne s'était pas produite, le coût supplémentaire direct des importations de carburants et lubrifiants s'élèvera à 2,4 milliards de dollars environ; en 1991, si le cours moyen est de 28 dollars par baril environ, cela entraînera une sortie supplémentaire de devises de 3,6 milliards de dollars environ.

Le manque à recevoir au titre des rapatriements de salaires atteindra de nouveau l'an prochain 200 millions de dollars pour le moins, à moins que la situation ne s'aggrave à cet égard.

Le manque à recevoir au titre des recettes d'exportations de biens et services sera en 1991 d'environ 300 millions de dollars pour le moins, en ne tenant compte que des marchés iraquien et koweïtien.

G. Conclusion

En 1991, pour s'en tenir à des évaluations très prudentes, la crise du Golfe entraînera donc vraisemblablement pour la balance des paiements de l'Inde une perte de 2,8 milliards de dollars environ. Il ne s'agit là que d'une évaluation provisoire, qui devra être corrigée en fonction de l'évolution de la crise. Par ailleurs, divers autres coûts économiques, politiques et sociaux, encore difficiles à chiffrer, devront être pris en compte à moins que les répercussions de la crise sur la balance des paiements ne se résorbent.

Bien que l'économie indienne dispose de solides réserves grâce à sa dimension, à ses ressources en matières premières, au talent de ses chefs d'entreprise, à son infrastructure industrielle, etc., la crise du Golfe aura des effets extrêmement négatifs sur la croissance de ses secteurs industriel et agricole sur le niveau des prix et sur la capacité du Gouvernement indien de suivre la tendance actuelle à la

libéralisation de l'économie. Il convient de noter également que c'est la balance des paiements qui a ressenti le plus durement les effets de la crise, en raison d'une brusque hausse des prix du pétrole.

L'Inde cherche les moyens de faire face à la situation. A moins d'une aide extérieure massive, ses efforts de développement recevront néanmoins un brutal coup d'arrêt. L'Inde ne peut trouver par elle-même des solutions à court terme pour neutraliser les effets de cette crise.

Tel est le contexte dans lequel l'Inde cherche une aide, surtout dans les secteurs identifiés ci-dessus, qui prendrait la forme de livraisons de pétrole et d'indemnisations plus généreuses. La communauté internationale peut aider les pays à faible revenu par habitant, comme l'Inde, en veillant tout particulièrement à leur assurer à meilleur compte le pétrole dont ils ont besoin.

Pièce jointe I

Conséquences économiques négatives de la crise du Golfe pour l'Inde
durant l'année 1990

	(En millions de dollars des Etats-Unis)
Coût supplémentaire des achats de carburants et lubrifiants (sur la base du cours de 24 dollars le baril)	1 660
Manque à recevoir au titre des rapatriements de salaires	200
Manque à recevoir au titre des exportations de biens et services	265
Rapatriement de 130 000 personnes	200
Réinstallation des rapatriés (en fonction des demandes des Etats pour une période de deux ans)	720
Total	<u><u>3 045</u></u>

Pièce jointe II

Effet prévu sur la balance des paiements pour 1991

	(En millions de dollars des Etats-Unis)
Coût supplémentaire des achats de carburants et lubrifiants (sur la base du cours de 25 dollars le baril)	2 360 a/
Manque à recevoir au titre des rapatriements de salaires	200
Manque à recevoir au titre des exportations de biens et de services	<u>300</u>
Total	<u><u>2 860</u></u>

a) Pour un cours moyen du baril de 28 dollars, ce montant serait probablement de 3,6 milliards de dollars.

ANNEXE V

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990)
du Conseil de sécurité concernant la situation entre l'Iraq et
le Koweït relative à la Yougoslavie

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant
la situation entre l'Iraq et le Koweït,

Ayant examiné les communications qui lui ont été adressées par la République
fédérative socialiste de Yougoslavie en vertu de l'Article 50 de la Charte des
Nations Unies,

Rappelant la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, datée du
6 août 1990, dans laquelle le Conseil a décidé de prendre des sanctions en vertu du
Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ainsi que ses résolutions 660 (1990)
du 2 août 1990, 662 (1990) du 9 août 1990, 664 (1990) du 18 août 1990, 665 (1990)
du 25 août 1990, 666 (1990) du 13 septembre 1990, 667 (1990) du 16 septembre 1990,
669 (1990) du 24 septembre 1990, 670 (1990) du 25 septembre 1990 et 674 (1990) du
29 octobre 1990,

Rappelant aussi les dispositions des Articles 25, 49 et 50 de la Charte des
Nations Unies,

Notant les informations communiquées par la Yougoslavie a/ concernant les
mesures qu'elle a prises pour appliquer pleinement les sanctions définies dans la
résolution 661 (1990) du Conseil, et les difficultés économiques particulières
auxquelles elle se heurte du fait de l'application de ces mesures,

Ayant entendu le représentant de la Yougoslavie,

Préoccupé par les difficultés économiques particulières que connaît la
Yougoslavie du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec
le Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990) du Conseil, difficultés
qui sont particulièrement aiguës en raison des pertes économiques et commerciales
qu'elle subit,

Considérant que l'application scrupuleuse et suivie de la résolution
661 (1990) par la Yougoslavie, ainsi que d'autres Etats, facilitera l'adoption de
mesures visant à garantir le respect du paragraphe 2 de cette résolution et à
rétablir l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït,

1. Félicite le Gouvernement yougoslave des mesures qu'il a prises pour
appliquer la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

a/ S/21618, S/21642 et S/AC.25/37.

2. Considère qu'il faut d'urgence aider la Yougoslavie à surmonter les difficultés économiques particulières qu'elle connaît du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990), en particulier les pertes dues à la non-livraison de pétrole iraquien à la Yougoslavie;

3. Lance un appel urgent à tous les Etats pour qu'ils apportent immédiatement à la Yougoslavie une assistance technique, financière et matérielle en vue d'atténuer les conséquences qu'a sur son économie le fait qu'elle applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

4. Invite les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies compétents, en particulier les institutions financières internationales et les banques régionales de développement, à revoir leurs programmes d'assistance à la Yougoslavie afin d'atténuer les difficultés économiques particulières auxquelles se heurte actuellement ce pays du fait qu'il applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

5. Prie le Secrétaire général de demander périodiquement aux Etats et aux organismes et institutions concernés des Nations Unies des informations sur les mesures qu'ils auront prises pour atténuer les difficultés économiques particulières de la Yougoslavie, et de faire rapport à ce sujet au Conseil de sécurité.

APPENDICE I

Note verbale datée du 23 août 1990, adressée au Secrétaire général par le Secrétaire fédéral aux affaires étrangères de la Yougoslavie a/

[Original : anglais]

Le Secrétaire fédéral aux affaires étrangères de la République fédérative socialiste de Yougoslavie présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies et, se référant à la note du Secrétaire général SCPC/7/90(1) du 8 août 1990, a l'honneur de l'informer des mesures prises par le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie en vue de donner effet à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, en date du 6 août 1990.

I

Le 9 août 1990, le Gouvernement yougoslave a décidé de faire sienne la résolution 661 (1990) et d'appliquer systématiquement toutes les sanctions qui y sont prévues. A cette fin, il a immédiatement commencé à mettre en oeuvre les dispositions de cette résolution de la manière, à l'allure et dans les conditions que le réalisme lui imposait.

En application des dispositions des paragraphes 3 et 4 de la résolution, le Gouvernement yougoslave a décidé :

1. De cesser toutes les expéditions à destination de l'Iraq et du Koweït et l'utilisation de moyens de transport yougoslaves pour fournir à ces pays des produits en provenance de pays tiers;
2. De suspendre temporairement les importations en provenance de l'Iraq;
3. De ne fournir à l'Iraq ni armes ni matériel militaire tant que les sanctions prises en vertu de la résolution 661 (1990) demeurent en vigueur;
4. De diminuer encore, en fonction de l'évolution de la situation, le nombre des Yougoslaves travaillant sur des chantiers de construction en Iraq et au Koweït;
5. De geler les avoirs irakiens.

En ce qui concerne le paragraphe 9 de la résolution, le Gouvernement yougoslave ne reconnaît pas l'acte d'annexion et appuie l'intégrité et la souveraineté du Koweït et de son gouvernement légitime.

II

A l'heure actuelle, le Gouvernement yougoslave se préoccupe essentiellement de la sécurité des nationaux yougoslaves qui se trouvent encore en Iraq et au Koweït. Des dispositions sont actuellement prises en vue de leur rapatriement. Au moment où la crise a éclaté, il y avait près de 7 000 citoyens yougoslaves en Iraq et environ 500 au Koweït.

Entre le 13 et le 20 août 1990, 1 150 nationaux yougoslaves ont été transférés en Jordanie, puis transportés d'Amman en Yougoslavie par la compagnie aérienne yougoslave. Quelque 600 citoyens yougoslaves sont rentrés en Yougoslavie par la route en passant par la Turquie. La plupart d'entre eux avaient déjà des visas de sortie. Relativement peu de Yougoslaves en Iraq ont obtenu des visas de sortie depuis que la crise a éclaté. En d'autres termes, le facteur déterminant dans l'autorisation de partir est la possession d'un visa de sortie. Il reste à présent moins de 6 000 citoyens yougoslaves en Iraq et environ 40 au Koweït.

Etant donné les difficultés d'obtention d'un visa de sortie et les pénuries alimentaires sur le marché iraquien, l'approvisionnement des travailleurs yougoslaves demeurés en Iraq est devenu tout à fait difficile. C'est la raison pour laquelle le Gouvernement yougoslave juge indispensable que le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies publie, de toute urgence, des instructions détaillées concernant la fourniture de produits alimentaires aux nationaux d'Etats étrangers, c'est-à-dire qu'il lève l'embargo pour les livraisons organisées à des fins purement humanitaires.

L'application stricte de la résolution 661 (1990) sera très préjudiciable à l'économie yougoslave. C'est pourquoi le Gouvernement yougoslave a décidé de consulter le Conseil de sécurité conformément à l'Article 50 de la Charte des Nations Unies. Dans ces conditions et compte tenu de la gravité de la situation, le Gouvernement yougoslave souhaite apporter les précisions suivantes :

1. La valeur totale des projets réalisés par des entreprises yougoslaves en Iraq est proche de 3 milliards de dollars des Etats-Unis.

2. La Yougoslavie importe du pétrole iraquien pour régler les dettes dues aux entreprises yougoslaves qui réalisent des projets d'investissement en Iraq ou qui exportent des marchandises vers ce pays. Par suite de l'application de la résolution 661 (1990), il manquera à la Yougoslavie, d'ici la fin de l'année, 1,8 million de tonnes de pétrole iraquien et l'Iraq aura envers les entreprises yougoslaves une dette de 242 millions de dollars des Etats-Unis.

Pour combler le déficit par rapport aux besoins pétroliers totaux du pays, la Yougoslavie devra acheter sur d'autres marchés, à des prix considérablement plus élevés. Il lui en coûtera quelque 80 millions de dollars de plus sur le marché au comptant, selon les fluctuations du prix du pétrole.

En outre, étant donné que la crise du Golfe fait monter les prix du pétrole, la Yougoslavie devra payer plus cher le pétrole qu'elle importe d'ailleurs. D'après les estimations, d'ici la fin de l'année, la Yougoslavie aura payé ses importations pétrolières environ 160 millions de dollars de plus que prévu.

3. En 1990, la Yougoslavie sera en droit de réclamer près de 225 millions de dollars à l'Iraq pour l'exécution de marchés au comptant, en monnaie convertible. Or, puisque le pétrole est quasiment la seule source de revenus de l'Iraq et que ce pétrole ne pourra pas être exporté en raison du blocus économique, l'Iraq ne sera pas en mesure de régler les montants en question à la Yougoslavie.

4. Si les travaux sur les chantiers de construction doivent cesser en raison de la durée des sanctions - et c'est ce que signifie la pleine application des sanctions - toutes les machines et tout le matériel sur place estimés à 150 millions de dollars des Etats-Unis environ risquent de ne pas pouvoir être réexpédiés en Yougoslavie.

5. Les entreprises yougoslaves exécutent également à la demande de l'Iraq et du Koweït des travaux qui sont en partie nécessités par les structures qu'elles ont établies dans ces pays. A l'heure actuelle, environ 250 millions de dollars de marchandises sont à bord de navires, entreposées en douane ou emmagasinées dans des entrepôts privés, prêtes à être livrées. Les coûts supplémentaires pour cette seule rubrique se chiffrent à quelque 27 millions de dollars par mois.

6. Au cours de la période 1991-1995, l'Iraq devra régler à la Yougoslavie 955 millions de dollars des Etats-Unis. Le paiement de cette somme a déjà été retardé. De plus, 710 millions de dollars de la dette iraquienne, qui viendront à échéance au cours de la même période, devront être réglés en espèces, en devises convertibles, ou par versements échelonnés.

On peut s'attendre à ce que la partie iraquienne demande un nouveau report d'échéance des paiements déjà rééchelonnés et qu'elle cherchera à éluder des paiements au comptant, étant donné que le blocus économique la coupe de ses plus importantes sources de revenus d'exportation.

7. Annuellement, le manque à gagner chaque année du fait que l'Iraq ne sera pas en mesure de faire face à ses engagements peut aussi s'exprimer par le montant des intérêts que la Yougoslavie devra payer sur des emprunts contractés pour compenser ces deux catégories de créances, montant qui représente à peu près 180 millions de dollars annuellement.

Sur la base de ces renseignements, on peut chiffrer à près de 3 milliards de dollars le préjudice causé à l'économie yougoslave par l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité.

APPENDICE II

Déclaration faite par la Yougoslavie devant le Comité du Conseil
de sécurité créé par la résolution 661 (1990), conformément à
l'Article 50 de la Charte des Nations Unies a/

[Original : anglais]

I

Le 6 août 1990, peu après l'adoption de la résolution 661 (1990), le Gouvernement yougoslave a entrepris d'appliquer pleinement et systématiquement les mesures prescrites par celle-ci.

Dans la note verbale que le Secrétaire fédéral aux affaires étrangères de Yougoslavie a adressée au Secrétaire général le 23 août 1990 (document S/21618), le Gouvernement yougoslave informait le Conseil de sécurité des mesures qu'il avait prises en application des dispositions des paragraphes 3 et 4 de la résolution 661.

En décidant de se conformer pleinement aux dispositions de la résolution 661 du Conseil de sécurité relative à l'application de sanctions contre l'Iraq, le Gouvernement yougoslave traduisait la fidélité de la Yougoslavie à la politique selon laquelle la violation du droit international ou l'emploi de la force contre la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale d'un membre de l'Organisation sont inadmissibles et ne sauraient jouir de l'impunité.

Toutefois, force nous est de souligner que pour la Yougoslavie qui traverse une phase critique de réforme et de restructuration économique radicale, la décision d'appliquer la résolution 661, si elle était une question de principe, n'en aura pas moins une incidence extrêmement négative sur tous les secteurs de l'économie yougoslave en raison des relations économiques et commerciales très importantes que ce pays entretenait avec l'Iraq et le Koweït.

L'Iraq est depuis des années l'un des principaux partenaires commerciaux et économiques de la Yougoslavie qui réalise avec lui 300 à 400 millions de dollars d'exportations par an.

Au moment de l'éclatement de la crise, des centaines d'entreprises yougoslaves étaient étroitement associées à des projets d'investissements en Iraq d'une valeur totale d'environ 3 milliards de dollars. En fait, nombre de ces entreprises ne survivaient que grâce au profit qu'ils escomptaient de leurs activités en Iraq. Outre les 8 000 travailleurs yougoslaves résidant en Iraq, 50 000 travailleurs vivant avec leur famille en Yougoslavie seront directement touchés par l'application des sanctions contre l'Iraq et le Koweït. La plupart des entreprises yougoslaves du bâtiment en Iraq éprouveront énormément de difficultés à trouver de nouveaux marchés dans d'autres pays ou en Yougoslavie même. On peut s'attendre à

a/ S/AC.25/1990/CRP.5, annexe.

la fermeture de nombreuses entreprises et à la perte de nombreux emplois. Les entreprises fournissant du matériel et des denrées alimentaires aux ouvriers yougoslaves du bâtiment seront également durement touchées.

Le fait que l'Iraq soit l'un des principaux fournisseurs de pétrole aux raffineries yougoslaves aura une sérieuse incidence sur l'équilibre énergétique de la Yougoslavie à laquelle l'Iraq fournissait du pétrole en contrepartie des dettes contractées auprès des entreprises yougoslaves exécutant des projets dans ce pays et des exportations de marchandises.

Les deux pays avaient conclu un contrat aux termes duquel la Yougoslavie devait importer 3,2 millions de tonnes de pétrole iraquien à 130 dollars la tonne en 1990 en remboursement de diverses créances financières d'une valeur d'environ 413 millions de dollars détenus par des entreprises yougoslaves.

Avant l'adoption de la résolution, 1,3 million de tonnes de pétrole correspondant à environ 170 millions de dollars du montant total des créances financières yougoslaves avait été importé d'Iraq, le paiement des 242 millions de dollars restants étant gelé. La Yougoslavie devra se procurer les quelque 2 millions de tonnes de pétrole restants dont elle a besoin sur le marché libre à des prix nettement plus élevés (le prix du pétrole de qualité comparable est actuellement d'environ 210 dollars la tonne); elle essuiera une perte sèche de 420 millions de dollars.

La Yougoslavie est importatrice de pétrole et de produits pétrochimiques. La hausse du prix du pétrole se répercute sur le prix de ces produits et se traduira par une perte financière supplémentaire d'environ 50 millions de dollars.

La valeur des exportations yougoslaves en direction du Koweït est de 20 millions de dollars et les entreprises yougoslaves participent à l'exécution d'un certain nombre de grands projets d'investissements dans ce pays. Environ 500 ressortissants yougoslaves travaillaient dans des projets au Koweït au moment de l'éclatement de la crise. La Yougoslavie n'a cependant pas importé de pétrole de ce pays ces dernières années.

II

1. Il résulte de ce qui précède que les conséquences à court terme - même en fait immédiates - représentent d'ici la fin de 1990 un montant de 1,3 milliard de dollars. Ce montant se répartit comme suit :

- 140 millions de dollars du fait de la non-réalisation d'exportations pour lesquelles des contrats avaient déjà été conclus avec l'Iraq et le Koweït;
- 242 millions de dollars correspondant à des livraisons de pétrole non réalisées, qui devaient permettre de régler les dettes irakiennes envers des sociétés yougoslaves;
- 225 millions de dollars, de l'Iraq, et 50 millions de dollars, du Koweït, en raison du gel des paiements de biens et de services fournis par la Yougoslavie;

- L'équivalent de 25 millions de dollars environ en monnaie iraquienne correspondant à des créances non réglées;
- 420 millions de dollars pour l'achat de deux millions de tonnes de pétrole sur le marché "spot" du pétrole;
- 250 millions de dollars représentant les achats de brut et de produits pétroliers dans d'autres pays, à des prix plus élevés.

2. Outre cette perte immédiate de 1,3 milliard de dollars, d'ici la fin de l'année, on estime que si la crise se poursuit, les pertes potentielles totales pour l'économie yougoslave, pendant la période 1991-1995, pourraient atteindre 6 milliards de dollars environ.

Premièrement, pour la période en question, le total des créances des sociétés yougoslaves au titre de travaux déjà effectués par elles en Iraq s'élève à 1 milliard 665 millions de dollars. Ce chiffre se répartit comme suit :

- Des créances d'un montant total de 955 millions de dollars que la Yougoslavie a rééchelonnées à plusieurs occasions, et qui venaient à échéance pendant cette période;
- Un paiement de 710 millions de dollars au titre d'un prêt conclu par le canal de la Banque yougoslave pour la coopération économique internationale, qui arrivera également à échéance pendant cette période.

Deuxièmement, les contrats d'équipement conclus par des sociétés yougoslaves avec l'Iraq et le Koweït pour la même période représentent environ 3 milliards de dollars, mais leur réalisation paraît maintenant incertaine.

Troisièmement, de nouvelles transactions avaient également été conclues avec l'Iraq et le Koweït, représentant environ un milliard de dollars par an, et, du fait des circonstances nouvelles, des capacités de production importantes resteront sans emploi, puisqu'il sera difficile, ou même physiquement impossible, de trouver d'autres marchés.

3. De plus, les sociétés yougoslaves ont produit en vue de la réalisation de projets d'équipement en Iraq et au Koweït et pour des clients dans ces deux pays du matériel et des équipements dont la valeur est estimée à 250 millions de dollars et qui sont prêts à être livrés. Du matériel et des équipements d'une valeur d'environ 250 millions de dollars sont également en cours de fabrication dans le même but. La valeur des machines, équipements et autres avoirs de sociétés yougoslaves, en Iraq, est évaluée à 200 millions de dollars environ. On aboutit à un total de 700 millions de dollars.

III

En s'engageant dans des réformes économiques profondes dont le but est de créer en Yougoslavie une économie de marché à part entière, de libéraliser les échanges et les investissements étrangers et d'assurer la convertibilité de la monnaie, le Gouvernement yougoslave a, depuis le début de cette année, pris

plusieurs mesures importantes pour stabiliser l'économie du pays. Le succès remporté dans la lutte contre l'hyperinflation, l'amélioration notable de la balance des paiements et l'augmentation des réserves de devises convertibles, qui atteignent un niveau sans précédent, ont été obtenus moyennant des privations considérables et des mesures d'austérité fort rigoureuses; les fruits de ces efforts menacent d'être réduits à néant par les répercussions de la présente situation sur l'économie yougoslave.

Il va sans dire que ce programme de réforme économique avait été conçu sur la base de calculs très précis des recettes et des dépenses résultant des transactions internationales et d'un appui financier étranger. Les importations d'énergie avaient été calculées sur la base de prix, du pétrole notamment, inférieurs aux prix actuels. Les conséquences de l'imposition de sanctions contre l'Iraq et la hausse spectaculaire des cours de pétrole qui en résulte auront un effet très négatif sur l'ensemble des réformes, et risquent de compromettre leurs chances de succès. En dehors des conséquences économiques graves, des implications sociales importantes sont également à craindre.

A un moment où la Yougoslavie est sur le point de se lancer dans un nouveau cycle d'investissements indispensables au succès de ses réformes économiques, elle figure à l'évidence parmi les pays qui seront les plus gravement touchés par la situation globale créée par l'invasion iraquienne du Koweït et l'imposition de sanctions par le Conseil de sécurité.

Dans ces conditions, la Yougoslavie n'a pas d'autre choix que de se tourner vers la communauté internationale, et en particulier d'invoquer, devant le Conseil de sécurité, l'Article 50 de la Charte des Nations Unies, et de demander que des mesures concrètes soient prises pour alléger le fardeau qui va peser sur elle par suite de l'imposition des sanctions.

Pour conclure, je voudrais souligner que le Conseil de sécurité et le Comité ont une obligation particulière dans la présente situation. Il leur incombe de veiller à ce que l'essentiel du coût des sanctions ne soit pas supporté par les pays en développement, dont la Yougoslavie fait partie, mais par ceux qui peuvent l'assumer. Il ne faudrait pas que les pays qui ploient déjà sous le fardeau de la dette extérieure soient précisément ceux qui, dans les circonstances présentes, paient le prix le plus élevé. Une des mesures qui pourraient être prises serait de faire en sorte que les créanciers fassent montre de toute la compréhension voulue à l'égard des pays débiteurs, dont mon pays, car il ne fait guère de doute que ce sont ces pays qui seront les plus gravement touchés. Le Conseil de sécurité et le Comité devraient donc mettre au point des mesures et des mécanismes concrets pour aider les pays les plus gravement touchés par l'application de la résolution 661.

APPENDICE III

Mémoire relatif au préjudice que la crise du Golfe et
l'application des sanctions du Conseil de sécurité contre
l'Iraq ont causé à l'économie yougoslave a/

[Original : anglais]

I

A la demande du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Secrétaire fédéral aux affaires étrangères de la Yougoslavie a, dans sa note verbale du 23 août 1990 publiée sous la cote S/21618, fait part de la position du Gouvernement yougoslave sur l'application de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Il était indiqué clairement et sans équivoque dans cette note verbale que, à compter du 6 août 1990, le Gouvernement yougoslave avait décidé de faire sienne la résolution 661 (1990) et commencé d'appliquer systématiquement et intégralement toutes les sanctions qui y étaient prévues.

En application des dispositions des paragraphes 3 et 4 de la résolution, le Gouvernement yougoslave a décidé :

1. De cesser toutes les expéditions à destination de l'Iraq et l'utilisation de moyens de transport yougoslaves pour fournir à ce pays et au Koweït des produits en provenance de pays tiers;
2. De suspendre les importations en provenance de l'Iraq;
3. D'arrêter tous les investissements et travaux de construction entrepris par des sociétés yougoslaves en Iraq;
4. De ne fournir à l'Iraq ni armes ni matériel militaire tant que les sanctions prises en vertu de la résolution 661 (1990) demeurent en vigueur;
5. De geler les avoirs irakiens;
6. D'évacuer dans toute la mesure du possible les travailleurs yougoslaves travaillant sur des chantiers de construction en Iraq et au Koweït.

Comme on l'a expliqué dans la note verbale et dans la déclaration faite le 6 septembre 1990 par l'Ambassadeur Pejic devant le Comité des sanctions, la décision du Gouvernement yougoslave d'appliquer les sanctions aura des conséquences extrêmement fâcheuses sur l'ensemble de l'économie yougoslave. Les pertes à long terme au cours de la période 1991-1995 risquent, selon les estimations de se chiffrer à 6 milliards de dollars.

II

D'après les calculs les plus récents, les pertes totales que subira l'économie yougoslave en 1990 du fait de l'application de la résolution 661 (1990) s'élèveront, selon les estimations, à :

- 240 millions de dollars au titre des contrats d'exportation déjà conclus avec l'Iraq et le Koweït qui ne seront pas honorés;
- 242 millions de dollars au titre des livraisons de pétrole que l'Iraq devait effectuer pour régler ses dettes auprès de compagnies yougoslaves;
- 145 millions de dollars en raison du gel sur le règlement de biens et services yougoslaves;
- 350 millions de dollars pour l'achat de 2 millions de tonnes de pétrole sur le marché libre;
- 371 millions de dollars pour les achats de pétrole et autres produits pétroliers dans d'autres pays à un cours plus élevé;
- 60 millions de dollars représentant le montant estimatif des pertes de revenu des ressortissants yougoslaves travaillant sur des chantiers de construction en Iraq.

Le montant total des pertes pour 1990 se chiffrerait donc à 1,3 milliard de dollars.

ANNEXE VI

Recommandation du Comité du Conseil de sécurité créé par la
résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq
et le Koweït relative au Liban

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant
la situation entre l'Iraq et le Koweït,

Ayant examiné les communications qui lui ont été adressées par le Liban en
vertu de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, datée du
6 août 1990, dans laquelle le Conseil a décidé de prendre des sanctions en vertu du
Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ainsi que ses résolutions 660 (1990)
du 2 août 1990, 662 (1990) du 9 août 1990, 664 (1990) du 18 août 1990, 665 (1990)
du 25 août 1990, 666 (1990) du 13 septembre 1990, 667 (1990) du 16 septembre 1990,
669 (1990) du 24 septembre 1990, 670 (1990) du 25 septembre 1990 et 674 (1990) du
29 octobre 1990,

Rappelant aussi les dispositions des Articles 25, 49 et 50 de la Charte des
Nations Unies,

Notant les informations communiquées par le Liban a/ concernant les mesures
qu'il a prises pour appliquer pleinement les sanctions définies dans la résolution
661 (1990) du Conseil, et les difficultés économiques particulières auxquelles il
se heurte du fait de l'application de ces mesures,

Ayant entendu le représentant du Liban,

Préoccupé par les difficultés économiques particulières que connaît le Liban
du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le Koweït
occupé, demandée dans la résolution 661 (1990) du Conseil, difficultés qui sont
particulièrement aiguës en raison des pertes commerciales et financières qu'il
subit, ainsi que des coûts liés au rapatriement et à la réinsertion des
ressortissants libanais revenant du Koweït et d'Iraq,

Considérant que l'application scrupuleuse et suivie de la résolution
661 (1990) par le Liban, ainsi que d'autres Etats, facilitera l'adoption de mesures
visant à garantir le respect du paragraphe 2 de cette résolution et à rétablir
l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït,

1. Félicite le Gouvernement libanais des mesures qu'il a prises pour appliquer
la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

a/ S/21686, S/21737 et S/AC.25/1990-58.

2. Considère qu'il faut d'urgence aider le Liban à surmonter les difficultés économiques particulières qu'il connaît du fait de la rupture de ses relations économiques avec l'Iraq et avec le Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990), en particulier les pertes dues à la non-livraison de produits libanais à la région du Golfe et à la non-livraison au Liban de pétrole iraquien et koweïtien, ainsi que les coûts liés au rapatriement et à la réinsertion des ressortissants libanais revenant du Koweït et d'Iraq;

3. Lance un appel urgent à tous les Etats pour qu'ils apportent immédiatement au Liban une assistance technique, financière et matérielle en vue d'atténuer les conséquences qu'a sur son économie le fait qu'il applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

4. Invite les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies compétents, en particulier les institutions financières internationales et les banques régionales de développement, à revoir leurs programmes d'assistance au Liban afin d'atténuer les difficultés économiques particulières auxquelles se heurte actuellement ce pays du fait qu'il applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

5. Prie le Secrétaire général de demander périodiquement aux Etats et aux organismes et institutions concernés des Nations Unies des informations sur les mesures qu'ils auront prises pour atténuer les difficultés économiques particulières du Liban, et de faire rapport à ce sujet au Conseil de sécurité.

APPENDICE I

Mémoire concernant les répercussions économiques et financières de la crise du Golfe sur le Liban a/

[Original : anglais]

La crise actuelle dans la région du Golfe et l'application par le Liban des résolutions du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies imposant un embargo économique contre l'Iraq et le Koweït ont un effet préjudiciable sur l'économie libanaise et aggravent les conditions très précaires résultant de 15 années de troubles dans le pays.

La situation antérieure

Avant le début de la crise, l'économie libanaise était fortement tributaire pour sa survie des recettes tirées de ses exportations, dont une grande partie était destinée à la zone du Golfe, à l'Iraq et à la Jordanie. L'interruption de ces exportations prive à présent le Liban d'une source importante de revenus.

Environ 25 à 30 % de la population active du Liban avait, au cours des 30 dernières années, émigré vers la zone du Golfe, l'Iraq et la Jordanie. Les envois de fonds de cette communauté émigrée faisaient vivre des centaines de milliers de familles restées au pays. Pour un pays qui importe 70 % de ce qu'il consomme, ces envois de fonds compensaient une grande partie du déficit de la balance commerciale qui est une caractéristique constante de l'économie libanaise.

Du point de vue budgétaire, le Gouvernement libanais n'étant pas en mesure de percevoir des impôts, finance la quasi-totalité de ses dépenses par le déficit budgétaire.

D'une façon générale, l'infrastructure physique et institutionnelle du pays connaît un état de détérioration grave, aussi la crise du Golfe n'a pas simplement l'effet de réduire une source de revenus ou de fermer un marché : dans le Liban ravagé par la guerre, il est attristant de noter que ses répercussions frappent malheureusement tous les secteurs.

LA POSITION AUJOURD'HUI

Pertes matérielles et problème des rapatriés

Les communautés libanaises au Koweït et en Iraq sont estimées à 40 000 et 20 000 personnes respectivement, celles-ci travaillant en très grande majorité dans le commerce, les métiers artisanaux, les emplois contractuels et les professions libérales.

a/ S/21737, annexe.

Les fonds rapatriés par la communauté libanaise au Koweït en 1989 ont été évalués à 150 millions de dollars des Etats-Unis. Les données relatives sur les envois de la communauté libanaise en Iraq ne sont pas disponibles.

Les avoirs financiers (dépôts bancaires) de la communauté libanaise au Koweït sont évalués prudemment à 500 millions de dollars des Etats-Unis, tandis que la valeur de leurs biens corporels et de leurs avoirs commerciaux se monte à des centaines de millions de dollars.

Une des graves conséquences de la crise du Golfe est que ces communautés qui constituaient autrefois un atout important pour l'économie nationale, reviennent en catastrophe au Liban, où elles ne pourront qu'accroître la masse du segment non productif de la société. Ce problème survient à un moment où des milliers de familles libanaises fuient le Libéria à cause de la guerre civile qui a récemment éclaté dans ce pays.

Pertes liées au commerce

Les exportations libanaises à destination de la zone du Golfe, de l'Iraq et de la Jordanie ont représenté ces dernières années environ 40 à 50 % du total des exportations libanaises. L'arrêt de ces exportations a un effet brutal sur l'emploi et les revenus, aggravant une situation déjà bien critique. Cette situation pose des difficultés particulières dans les professions qui, au fil des ans, se sont orientées vers les besoins du marché dans la zone du Golfe, de l'Iraq et de la Jordanie. Les pertes qui en résultent pour le Liban sont évaluées à 250 millions de dollars des Etats-Unis par an.

Les importations de pétrole à elles seules coûteront à l'économie libanaise 300 millions de dollars des Etats-Unis de plus par an.

Au Liban, le secteur des services est traditionnellement orienté vers les pays du Golfe, l'Iraq et la Jordanie. La quasi-paralysie de ce secteur au lendemain de l'invasion du Koweït coûte à présent au Liban quelque 250 millions de dollars par an. Dans d'autres secteurs, les pertes sont évaluées à 50 millions de dollars par an.

En ce qui concerne les crédits commerciaux, les pertes subies par les Libanais s'élèvent selon des autorités bancaires dignes de foi à 150 millions de dollars au moins.

Incidences monétaires

Une conséquence particulièrement importante de la crise du Golfe pour le Liban est la forte dévaluation de la monnaie nationale, qui a perdu quelque 46 % de sa valeur dans les quatre semaines qui ont suivi l'invasion du Koweït (voir figure). Cet affaissement est dû aux pertes enregistrées et anticipées liées aux envois de fonds et aux exportations, ainsi qu'à un brusque accroissement de la demande de conversion en devises fortes des actifs libellés en livres libanaises, qui a coïncidé avec une importante fuite de capitaux, principalement due à une nouvelle perte de confiance dans l'avenir du pays.

Cette chute spectaculaire de la valeur de la livre libanaise a eu pour effet immédiat une flambée des prix des biens et services, ce qui est compréhensible dans un pays qui importe près des trois quarts de ce qu'il consomme. Cela s'ajoutant aux tendances hyperinflationnistes déjà existantes a eu pour effet de désorganiser complètement notamment le système des salaires, des prix et des revenus et de conduire le pays au bord du désespoir et de la désolation. On craint à présent que, si elle n'est pas maîtrisée très rapidement, cette cascade de revers ne provoque au Liban dans un avenir proche de terribles bouleversements sociaux, économiques, voire politiques.

Sources

- Banque du Liban - Rapports annuels 1982-1989;
Banque du Liban - Etudes du Département de statistique et Etudes économiques;
- Chambre du commerce et de l'industrie de Beyrouth - Rapport spécial;
- Ambassade du Liban au Koweït - Rapport spécial;
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés - Rapport spécial;
- FMI, Direction des statistiques du commerce, annuaire 1989.

Rapport livres libanaises/dollars des Etats-Unis
 (milliers)

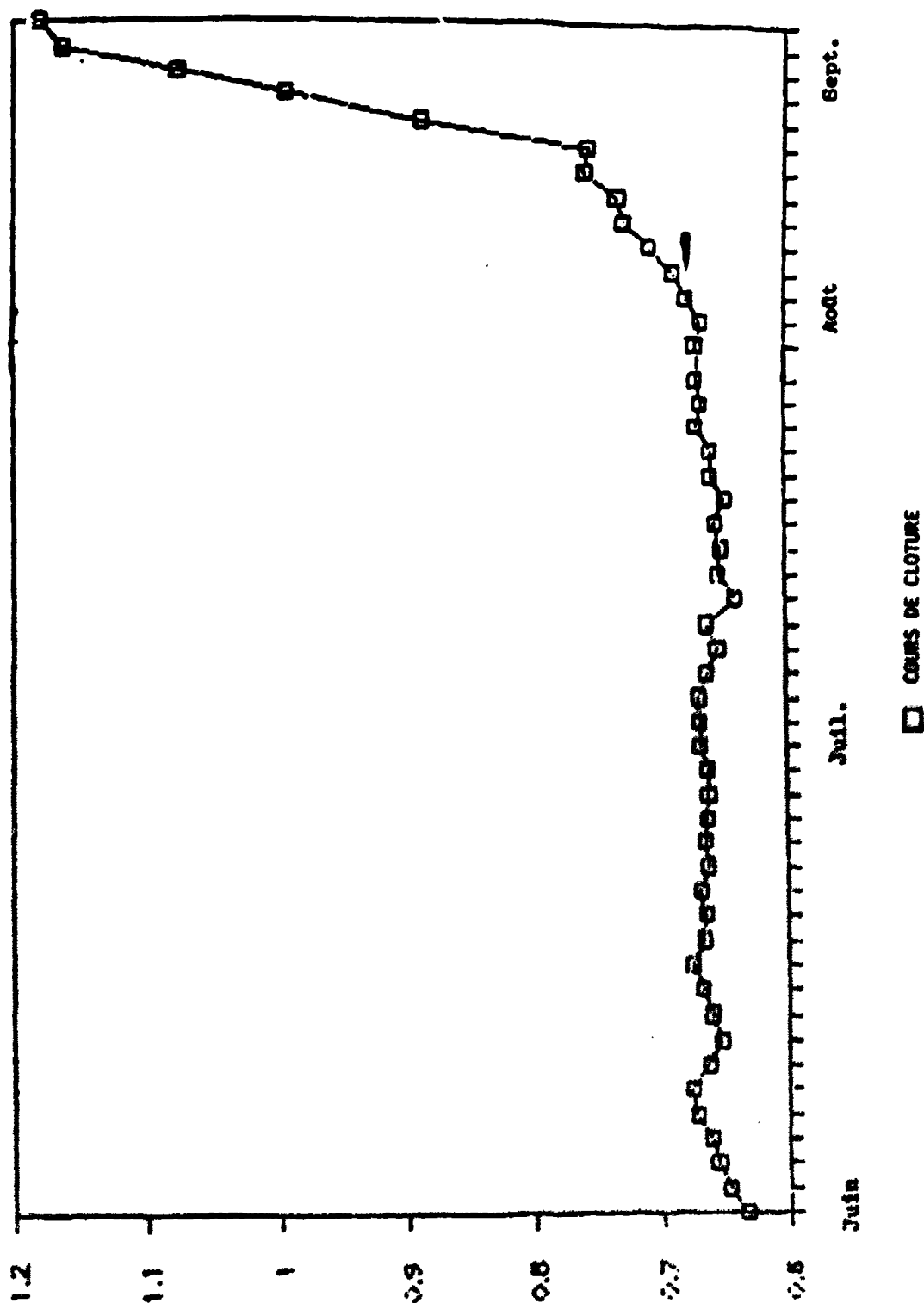
FIGURE

Marché cambiste libanais

Livres libanaises/dollars des Etats-Unis

(du mois de juin au 6 septembre 1990)

BANQUE DU LIBAN
 DEPARTEMENT D'INFORMATIQUE



ANNEXE VII

Recommandation du Comité du Conseil de sécurité créé par la
résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq
et le Koweït relative aux Philippines

Le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant
la situation entre l'Iraq et le Koweït,

Ayant examiné les communications qui lui ont été adressées par les Philippines
en vertu de l'Article 50 de la Charte des Nations Unies,

Rappelant la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité, datée du
6 août 1990, dans laquelle le Conseil a décidé de prendre des sanctions en vertu du
Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ainsi que ses résolutions 660 (1990)
du 2 août 1990, 662 (1990) du 9 août 1990, 664 (1990) du 18 août 1990, 665 (1990)
du 25 août 1990, 666 (1990) du 13 septembre 1990, 667 (1990) du 16 septembre 1990,
669 (1990) du 24 septembre 1990, 670 (1990) du 25 septembre 1990 et 674 (1990) du
29 octobre 1990,

Rappelant aussi les dispositions des Articles 25, 49 et 50 de la Charte des
Nations Unies,

Notant les informations communiquées par les Philippines a/ concernant les
mesures qu'elles ont prises pour appliquer pleinement les sanctions définies dans
la résolution 661 (1990) du Conseil, et les difficultés économiques particulières
auxquelles elles se heurtent du fait de l'application de ces mesures,

Ayant entendu le représentant des Philippines,

Préoccupé par les difficultés économiques particulières que connaissent les
Philippines du fait de la rupture de leurs relations économiques avec l'Iraq et le
Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990) du Conseil, difficultés qui
sont particulièrement aiguës en raison des pertes économiques et commerciales
qu'elles subissent, ainsi que des coûts liés au rapatriement et à la réinsertion
des travailleurs philippins revenant du Koweït et d'Iraq,

Considérant que l'application scrupuleuse et suivie de la résolution
661 (1990) par les Philippines, ainsi que d'autres Etats, facilitera l'adoption de
mesures visant à garantir le respect du paragraphe 2 de cette résolution et à
rétablir l'autorité du Gouvernement légitime du Koweït,

1. Félicite le Gouvernement philippin des mesures qu'il a prises pour
appliquer la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

a/ S/21712 et S/AC.25/1990/60.

2. Considère qu'il faut d'urgence aider les Philippines à surmonter les difficultés économiques particulières qu'elles connaissent du fait de la rupture de leurs relations économiques avec l'Iraq et avec le Koweït occupé, demandée dans la résolution 661 (1990), en particulier les pertes dues à la non-livraison de pétrole koweïtien et iraquien aux Philippines, ainsi que les coûts liés au rapatriement et à la réinsertion des travailleurs philippins revenant du Koweït et d'Iraq;

3. Lance un appel urgent à tous les Etats pour qu'ils apportent immédiatement aux Philippines une assistance technique, financière et matérielle en vue d'atténuer les conséquences qu'a sur leur économie le fait qu'elles appliquent les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

4. Invite les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies compétents, en particulier les institutions financières internationales et les banques régionales de développement, à revoir leurs programmes d'assistance aux Philippines afin d'atténuer les difficultés économiques particulières auxquelles se heurte actuellement ce pays du fait qu'il applique les sanctions contre l'Iraq conformément à la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité;

5. Prie le Secrétaire général de demander périodiquement aux Etats et aux organismes et institutions concernés des Nations Unies des informations sur les mesures qu'ils auront prises pour atténuer les difficultés économiques particulières des Philippines, et de faire rapport à ce sujet au Conseil de sécurité.

APPENDICE I

Mémoire daté du 14 novembre 1990 sur les conséquences économiques, commerciales et financières pour les Philippines de l'application de sanctions contre l'Iraq et le Koweït a/

[Original : anglais]

La situation regrettable entre l'Iraq et le Koweït et l'application ultérieure de la résolution 661 (1990) du Conseil de sécurité ont eu des effets directs et graves sur l'économie des Philippines, au moment où le pays venait de subir des dégâts massifs causés par le tremblement de terre qui a frappé l'île principale de Luzon le 16 juillet 1990.

Ce séisme a causé des dégâts s'élevant à 10,1 milliards de pesos philippins (404 millions de dollars des Etats-Unis) pour l'infrastructure publique et à 800 millions de pesos (32 millions de dollars) pour le secteur privé. L'infrastructure endommagée comprend des routes et des ponts, des bâtiments publics, des réseaux de ressources en eau et autres structures, qui contribuent directement à la production et à la distribution des produits et qui devront être immédiatement reconstruits et remis en état pour que l'économie puisse redémarrer.

Le tremblement de terre a également entraîné des pertes pour la production agricole qui s'élèvent à 1,19 milliard de pesos (47,6 millions de dollars). Les pertes les plus importantes concernaient le riz (670 millions de pesos) et la pêche (343 millions de pesos). Elles comprennent les pertes effectives, plus le manque à gagner dû : a) à la baisse de rendement découlant du manque d'engrais dans la vallée de Cagayan, l'une des principales régions rizicoles, qui est attribuable en partie à la fermeture de la route principale passant par le col de Dalton et de l'approvisionnement en eau insuffisant causé par les dégâts importants au système d'irrigation; et b) à la non-commercialisation de la production à la suite des glissements de terrain ou des travaux de réparation des installations de production.

A cause des dégâts subis par deux mines importantes dans la région de la Cordillera, le taux de croissance réelle du secteur de l'industrie extractive sera inférieur de 0,6 % au taux estimatif de 5,2 % pour 1990.

Les dégâts causés à la zone franche de Baguio, dont la production s'élève à 213 millions de dollars, soit 39 % de la production totale de toutes les zones franches, entraîneront probablement une diminution de la croissance des exportations de biens et services en termes réels, qui passera de 7,8 % à 6,2 % en 1990.

Les ravages économiques causés par le tremblement de terre du 16 juillet 1990 ont été subis au moment où l'économie des Philippines était déjà fortement affaiblie par une longue période de sécheresse au cours des premiers mois de l'année. Cette sécheresse a entraîné une baisse considérable de la production d'aliments de base comme le riz et le maïs. Elle a également provoqué une pénurie d'énergie hydroélectrique pendant le premier semestre, qui a contribué à une crise de l'énergie pendant les mois d'été. A la suite des coupures très fréquentes de courant, la production industrielle s'est ralentie et la croissance économique a baissé.

Dans ces circonstances désastreuses, la crise du Golfe et ses conséquences ont porté un autre coup à une économie philippine déjà accablée. Les conséquences les plus graves pour les Philippines des restrictions sur le commerce avec l'Iraq et le Koweït occupé sont indiquées ci-après.

Difficulté de trouver d'autres sources de pétrole

Les Philippines dépendent presque entièrement des importations, qui proviennent surtout de la région du Golfe, pour satisfaire leurs besoins pétroliers. Au cours des cinq premiers mois de 1990, les Philippines ont importé du Koweït 8,1 millions de barils (soit 22,01 % de leurs importations totales) de pétrole raffiné et brut ainsi que 198 millions de barils (soit 48,24 % de leurs importations totales) de combustibles de soute. Les Philippines importent également environ 3 % de leurs besoins pétroliers annuels de l'Iraq, quoique indirectement et surtout par l'intermédiaire de Singapour.

Sur une base annuelle, environ un quart de l'approvisionnement total en pétrole des Philippines n'a pas pu être obtenu immédiatement après l'imposition des sanctions de l'Organisation des Nations Unies. Par conséquent, les principales entreprises industrielles et manufacturières du pays, prévoyant ces difficultés d'approvisionnement en pétrole, une hausse des coûts des combustibles et une production électrique insuffisante - étant donné qu'environ 65 % de l'énergie électrique aux Philippines sont produits à partir du pétrole - ont été forcées de réduire leur production ou de suspendre les dépenses d'équipement. Ces décisions ont déjà provoqué un accroissement du chômage.

Les Philippines sont profondément reconnaissantes de la reconduction de leurs contrats pétroliers actuels avec l'Arabie saoudite et la République islamique d'Iran, qui satisfont environ la moitié de leurs besoins pétroliers. Toutefois, elles doivent encore trouver de nouvelles sources de pétrole pour combler le déficit de l'approvisionnement pétrolier.

Effets de l'augmentation des prix du pétrole

Avant la crise du Golfe, les Philippines préoyaient de dépenser 1,2 milliard de dollars pour les importations de pétrole pendant toute l'année 1990, sur la base d'un prix moyen de 16 dollars par baril. Toutefois, si le prix moyen du pétrole se maintient à 35 dollars par baril pendant le reste de l'année, le pays devra dépenser au moins 475 millions de dollars supplémentaires pour le même volume.

L'augmentation des prix du pétrole a poussé le taux d'inflation jusqu'à environ 16 % par an, alors qu'on avait prévu un taux de 11,7 % pour 1990.

Depuis le début de la crise du Golfe, le peso s'est déprécié de 7,9 % par rapport au dollar des Etats-Unis, en passant de 23,86 pesos pour 1 dollar à la fin de juillet à 25,75 pesos pour 1 dollar le 26 octobre 1990. Pendant les neuf premiers mois de l'année, le peso s'est déprécié de 13,5 % par rapport au dollar, alors que la dépréciation totale en 1989 avait été de 3 %.

L'augmentation des prix du pétrole a également aggravé la situation déjà précaire de la balance des paiements des Philippines. En 1989, les importations de pétrole, qui s'élevaient à 1,1 milliard de dollars, ont représenté 10,7 % du total des importations; elles devraient représenter 15 % du total des importations en 1990.

Baisse des envois de fonds

En raison du départ des 65 000 travailleurs philippins qui se trouvaient au Koweït et en Iraq, on estime que les recettes en devises étrangères provenant des rapatriements de salaires de ces travailleurs - à l'exclusion des sommes qui ne sont pas rapatriées par le système bancaire - baisseront de 190 millions de dollars en 1990, de 300 millions de dollars en 1991 et de 330 millions de dollars en 1992.

En outre, les agences de placement de travailleurs à l'étranger (secteur privé) perdront des recettes en devises étrangères provenant des commissions payées par leurs clients à l'étranger qui s'élèveront à 300 000 dollars pour 1990.

Frais de rapatriement et chômage

Le Gouvernement philippin, avec l'aide de l'Organisation internationale pour les migrations et de gouvernements étrangers, a dû prendre en charge les frais élevés entraînés par l'évacuation des travailleurs philippins du Koweït et de l'Iraq. Sur la base des prix au 5 septembre 1990, un seul vol transportant 380 passagers d'Amman ou Doubaï à Manille coûtait au Gouvernement philippin 352 630 dollars. Quelque 30 millions de dollars devraient donc être dépensés pour transporter à Manille uniquement la moitié de tous les Philippines se trouvant au Koweït et en Iraq.

Le Koweït était le cinquième pays du Moyen-Orient ayant le plus grand nombre de travailleurs philippins expatriés. Un total de 102 332 travailleurs philippins ont été envoyés dans ce pays entre 1984 et 1989. Annuellement, les départs de travailleurs philippins pour le Koweït représentaient en moyenne 6,74 % du total des départs pour le Moyen-Orient; les départs pour l'Iraq représentaient en moyenne environ 1 %.

Le rapatriement complet, ou même partiel, des 65 000 travailleurs philippins se trouvant dans ces deux pays aurait des effets néfastes sur l'économie des Philippines. En moyenne, cinq Philippines à la charge de chaque travailleur déplacé souffriraient également du déplacement du soutien de famille. Les excédents de main-d'œuvre dans les secteurs industriels et du bâtiment, des opérations

industrielles, de l'entretien, et les services médicaux, hôteliers et commerciaux aggraveraient encore le faible taux d'absorption de la main-d'oeuvre rurale sous-employée.

En résumé, alors que le tremblement de terre de juillet 1990 a ravagé principalement le secteur agricole et le secteur des services de l'économie philippine, la crise du Golfe a bloqué les perspectives de croissance du secteur industriel du pays qui dépend du pétrole. En tenant compte des effets combinés de ces deux événements, on prévoit que le taux de croissance économique global des Philippines passera des 4,8 % prévus à moins de 3,5 % en 1990, contre un taux de 5,7 % en 1989.
